

COMMUNE de LABRUYERE

44 RUE DES MARAIS

60140 - LABRUYERE

CONSTRUCTION d'un BATIMENT COMMUNAL

sis rue des Marais

60140- LABRUYERE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

<u>SOMMAIRE.....</u>	<u>2</u>
<u>GÉNÉRALITÉS.....</u>	<u>3</u>
<u>GÉNÉRALITÉS TOUS CORPS D'ÉTAT.....</u>	<u>7</u>
<u>LOT 1 – MAÇONNERIE - GROS ŒUVRE – V.R.D.....</u>	<u>22</u>
<u>LOT 2 – CHARPENTE BOIS.....</u>	<u>52</u>
<u>LOT 3 – COUVERTURE.....</u>	<u>58</u>
<u>LOT 4 – RAVALEMENT EXTÉRIEUR.....</u>	<u>64</u>
<u>LOT 5 - MENUISERIES EXTÉRIEURES PVC – SERRURERIE.....</u>	<u>66</u>
<u>LOT 6 - MENUISERIE INTÉRIEURE.....</u>	<u>74</u>
<u>LOT 7 – DOUBLAGES - CLOISONS – FAUX-PLAFONDS.....</u>	<u>80</u>
<u>LOT 8 – SOLS SOUPLES – CARRELAGE – FAÏENCE.....</u>	<u>90</u>
<u>LOT 9 - PLOMBERIE - SANITAIRE.....</u>	<u>97</u>
<u>LOT 10 – CHAUFFAGE – VENTILATION.....</u>	<u>105</u>
<u>LOT 11 – ÉLECTRICITÉ.....</u>	<u>120</u>

GÉNÉRALITÉS

1 - PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION

Le présent document a pour objet de définir les travaux DE TOUS LES CORPS D'ÉTAT définis à l'article 2 ci-après,

BATIMENT COMMUNAL sise rue des marais – 60140 - LABRUYERE

Le bâtiment sera réalisé sur vide-sanitaire et comprendra un seul niveau. La construction projetée comprend :

- entrepot
- bureau
- zone sociale(vestiaires-sanitaires)

La maîtrise d'ouvrage est assurée par :

COMMUNE DE LABRUYERE

44 RUE DES MARAIS

60140- LABRUYERE

Courriel :mairie,labruyere@wanadoo,fr

tel.:03,44,73,01,53

La maîtrise d'œuvre est assurée

GERARD PLATEAUX

Maitre d'oeuvre en batiment

inscrit au tableau annexe de l'ordre des
architectes

sous le n° DR0125 – PIC 01021

28 rue des jacinthes

60000- BEAUVAIS

tel, :0344483274

portable:0680053650

courriel : gerard,plateaux@laposte.net

BUREAU DE CONTROLE :

SOCOTEC

village MYKONOS – BATIMENT B

36 avenue Salvador Allendé

60000 – BEAUVAIS

tel,0344486145

CORDINATEUR SPS

SOCOTEC

village MYKONOS – BATIMENT B

36 avenue Salvador Allendé

60000 – BEAUVAIS

tel,03444861451 - RÈGLES GÉNÉRALES
D'EXÉCUTION, SÉCURITÉ ET INCENDIE

Les entreprises, par le fait de remettre une offre, s'engagent à respecter l'ensemble des règlements applicables à la construction ou aux aménagements projetés et particulièrement ceux qui sont cités ci- après.

Elles devront relever toute incohérence entre ceux-ci et le présent CCTP et adapter leur proposition de prix ou l'exécution de leurs travaux pour rester en complète compatibilité avec les dits règlements.

Les principaux règlements applicables sont les suivants :

- Code de la Construction et de l'Habitation, articles R 123-1 à 123-55
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- Arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif aux prescriptions particulières aux établissements de type R – Établissements d'enseignement – Colonie de vacances.
- Arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public
- Législation du Code du Travail (décret n° 92-332 et 92-333 du 31 mars 1992 relatif aux dispositions concernant la Sécurité et la Santé applicables aux lieux de travail)
- Règlement sanitaire départemental pour les dispositions qui concernent les aménagements projetés.

2 - AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

La construction projetée a fait l'objet d'une demande de permis de construire est accordée

L'arrêté de permis de construire ainsi que les avis annexés sont joints au présent dossier de consultation. Les entreprises devront en tous points respecter les prescriptions qui y figurent.

3 - CLASSEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT

Sans OBJET- locaux réservés uniquement aux personnels de la Commune

4- MARQUES ET TYPES

Les marques et types de produits ou d'appareils servent à définir un niveau de qualité et de prestation pour le présent CCTP.

Les entreprises devront donc, dans la solution de base, répondre impérativement avec les matériels et matériaux préconisés ou de qualité équivalente, le recours à d'autres marques ou types de matériels de qualité moindre ne pouvant être admis.

Les entreprises devront remettre à l'appui de leur offre, toutes les documentations justificatives de matériels et matériaux proposés

5- RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION THERMIQUE 2020

- sans objet

6- RÉGLEMENTATION ACCESSIBILITÉ PMR

Les ouvrages réalisés par les entreprises devront répondre en tous points à la réglementation en vigueur en matière d'accessibilité des locaux aux personnes handicapées et notamment aux prescriptions /

- Du décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 modifié par le décret n° 2007-1327 du 11 Septembre 2007,
- De l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007,
- De la circulaire interministérielle du 30 novembre 2007,
- De l'arrêté du 3 Décembre 2007,
- De l'arrêté du 20 avril 2017,

GÉNÉRALITÉS TOUS CORPS D'ÉTAT

1 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

1 - 1 - PRISE DE CONNAISSANCE DES LIEUX

L'entrepreneur, et dans le cas d'entreprises groupées, chacune des entreprises, est réputé avant la remise de son offre :

- Avoir pris pleine connaissance du plan masse, de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux ainsi que des sites, des lieux et terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux,
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités,
- Avoir procédé à une visite détaillée du terrain et pris parfaite connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des terrains (couche superficielle, venue d'eau, etc.) à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, lieux d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressource en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, voisinage, etc.),
- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence, notamment celles données par les plans, dessins d'exécution et le présent CCTP, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès du maître d'œuvre et, le cas échéant, du bureau d'études techniques, et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (Services des Voiries Départementales, Services Municipaux, Service des Eaux, Électricité et Gaz de France, France Télécom, etc.).

Les entreprises ne pourront donc jamais prétendre que des erreurs ou des omissions figurant dans les documents qui leur sont soumis puissent diminuer leur responsabilité, les dispenser d'exécuter certains de leurs travaux ou justifier une demande de supplément.

Les entreprises ne pourront se prévaloir postérieurement à la conclusion du marché d'une connaissance insuffisante des lieux et terrain, non plus que d'éléments locaux tels que nature du sol, moyens d'accès, bâtiments mitoyens, conditions climatiques, pour obtenir une modification des clauses de leur marché.

IL EST EN EFFET INDISPENSABLE QUE CHAQUE ENTREPRISE PROCÈDE SUR PLACE A TOUTES MESURES, SONDAGES, RECONNAISSANCE DES MATÉRIAUX, ACCÈS, CONTRAINTES D'EXÉCUTION, etc., les plans fournis à l'appui de la présente description ayant pour but de définir les principes d'aménagement des locaux et l'aspect de l'état de finition des façades.

1 - 2 - INDIVISIBILITÉ DU CCTP

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a été établi pour renseigner le plus complètement possible les entreprises sur la nature des travaux, leur importance, leurs dimensions et leurs emplacements.

Les descriptions y figurant ne sont donc pas limitatives et les entreprises devront exécuter comme étant compris dans leurs offres, tous les travaux (même s'ils ne sont pas précisés explicitement dans le présent CCTP ou sur les plans annexés) qui résulteraient des Règles de l'Art ou des Règlements en vigueur, ou qui seraient nécessaires pour assurer le parfait achèvement des ouvrages.

Les entreprises doivent le consulter, dans son ensemble, pour examen attentif, éviter les doubles emplois et omissions, compléter leur proposition pour obtenir la réalisation complète des ouvrages dans les meilleures conditions de mise en œuvre et d'économie.

Il en est ainsi pour tous les ouvrages qui sont demandés dans les descriptions qui suivent même s'ils ne sont pas dessinés sur les plans ou pour les ouvrages figurant sur les plans et qui ne feraient pas l'objet de description dans le présent CCTP.

Le but à atteindre étant l'exécution rationnelle des ouvrages sans fausse manoeuvre, dans le délai le plus court, **il est indispensable** que chaque entreprise participant à la construction **connaisse, non seulement le détail des prestations qui lui incombent, mais aussi les détails des travaux prévus par les autres Corps d'État.**

1 - 3 - ERREURS OU OMISSIONS RELEVÉES APRÈS APPEL D'OFFRES

Les entrepreneurs de chacun des lots ne pourront se prévaloir d'erreurs ou d'omissions relevées postérieurement à l'appel d'offres ou à la signature du marché pour tenter d'obtenir une augmentation du pris soumissionné.

Seul le prix remis dans l'offre cachetée servira au jugement de l'appel d'offres et à l'attribution des différents lots.

1 - 4 - CONTRÔLE DES COTES ET DESSINS

Avant tout commencement d'exécution, les entrepreneurs devront procéder, chacun en ce qui le concerne, à la vérification des cotes des dessins qui leur seront remis par le Maître d'Œuvre et au contrôle de concordance avec celles figurant au CCTP.

De même, ils devront s'assurer de la concordance des plans d'exécution technique qui leurs sont communiqués avec les plans du Maître d'Œuvre. Toute discordance devra être soumise à l'appréciation du Maître d'Œuvre avant le démarrage des travaux.

Ils devront signaler en temps utile les erreurs ou omissions qu'ils auraient pu relever et demander tous renseignements complémentaires pour obtenir tous éclaircissements.

Faute de se conformer à ces prescriptions, ils deviendraient responsables de toutes les erreurs relevées en cours de travaux ainsi que des conséquences qui en résulteraient.

En aucun cas, les cotes ne seront relevées à l'échelle métrique directement sur les plans.

1 - 5 - SECTION DES OUVRAGES

Les dimensions et sections des ouvrages indiquées sur les plans ou dans le CCTP ne sont que des minima.

Les entrepreneurs, sous leur entière responsabilité, devront augmenter ces dimensions ou sections chaque fois que les calculs qu'ils auraient été appelés à mener en démontreraient la nécessité et ce sans supplément de prix. Ils deviendront alors entièrement responsables des modifications apportées.

1 - 6 - CONFORMITÉ AVEC LES RÉGLEMENTATIONS

Les travaux seront exécutés, d'une manière générale, conformément aux spécifications et prescriptions techniques générales établies par le CSTB dont la plupart a été constitué en DTU.

Ces documents indiquent de façon précise :

- les prescriptions relatives aux qualités des matériaux,
- les conditions de mise en œuvre des matériaux et les modalités d'exécution des ouvrages impérativement applicables aux travaux du présent devis, sans qu'il soit nécessaire de les préciser à nouveau dans les différents lots.

Sont également applicables aux travaux, les différentes normes de l'AFNOR et, d'une manière générale, tous les documents techniques et prescriptions diverses valables à la date de remise des prix.

Complémentairement aux diverses prescriptions définies ci-avant, sont également applicables :

- les EUROCODES et notamment :
 - Eurocode 0: Bases de calcul des structures (EN 1990)
 - Eurocode 1: Actions sur les structures (EN 1991)
 - Eurocode 2: Calcul des structures en béton (EN 1992)
 - Eurocode 3: Calcul des structures en acier (EN 1993)
 - Eurocode 4: Calcul des structures mixtes acier-béton (EN 1994)
 - Eurocode 5: Conception et calcul des structures en bois (EN 1995)
 - Eurocode 6: Calcul des ouvrages en maçonnerie (EN 1996)

- Eurocode 7: Calcul géotechnique (EN 1997)
- Eurocode 8: Calcul des structures pour leur résistance aux séismes (EN 1998)
- Eurocode 9: Calcul des structures en aluminium (EN 1999)
- Les règles de calcul des caractéristiques thermiques utiles des parois des constructions et des déperditions de base des bâtiments et la **Réglementation Thermique RT 2022**
- Les avis techniques du CSTB validés par la commission technique de l'ARCES,
- Les règles professionnelles, cahier des charges, prescriptions techniques ou recommandations auprès de l'AFAC,
- Tous documents émanant des compagnies d'assurance et rendus obligatoires pour la prise en garantie des ouvrages.

1 - 7 - MATÉRIAUX ET PRODUITS HORS DOMAINE D'APPLICATION DES DTU

Tous les matériaux et travaux non traditionnels devront être conformes à un avis technique de la commission instituée par l'arrêté du 2 décembre 1969, à la condition que ledit avis ait été accepté par la "Commission Technique" visée dans la Police Individuelle de Base établie par l'ARCES (Association pour l'Assurance des Risques de la Construction des Entrepreneurs Syndiqués).

A défaut, l'entreprise s'engage :

- Soit à effectuer les démarches nécessaires pour satisfaire la double obligation qui vient d'être formulée et qu'elle devra justifier avant la réalisation des ouvrages concernés, sans pouvoir prétendre à une majoration de prix,
- Soit à présenter l'examen technique d'un bureau de contrôle agréé du STAC favorable à la garantie des ouvrages et au titre de la police individuelle de base, et toutes attestations subséquentes faisant état notamment des avenants éventuels de garantie nécessaires,
- Soit à présenter un rapport d'examen technique d'un bureau d'études qualifié, favorable à la garantie des ouvrages au titre des assurances correspondantes et d'obtenir l'accord du maître d'ouvrage sur ces documents.

Ces cahiers ou documents sont rappelés à titre de références techniques au cours de la description des ouvrages par lot ci-après, sous la dénomination "Cahier du CSTB numéro".

Ils indiquent de façon précise :

- Les prestations relatives aux qualités des matériaux,
- Les conditions de mise en œuvre des matériaux et les modalités d'exécution des ouvrages, impérativement applicables aux travaux visés par le présent devis descriptif, sans qu'il soit nécessaire de les préciser à nouveau dans les textes visant particulièrement tel ou tel corps d'état.

1 - 8 - CIRCULAIRES ET DIRECTIVES DES SERVICES

Les entrepreneurs devront se conformer aux circulaires et directives des services intéressés par la construction (Pompiers, EDF, GDF, DDT, Services Municipaux, etc.).

1 - 9 - ANALYSES - ESSAIS

Outre les essais et analyses définis par les normes et prescriptions techniques, il sera procédé par le bureau de contrôle aux essais particuliers définis au cours du présent CCTP. Les frais de ces essais et analyses seront à la charge des entreprises.

Par frais afférents à une opération de contrôle, il faut entendre tous les frais nécessaires tels que préparation des lots, des éprouvettes, frais d'exécution des essais de laboratoire, installation des appareils, manutention, transports, frais de main d'œuvre, d'études, etc.

L'entrepreneur devra soumettre son programme d'essais au Maître d'Œuvre et au contrôleur technique, ainsi que les modalités de mise en œuvre.

Au cas où il serait constaté que l'entrepreneur n'est pas en mesure de procéder d'une façon satisfaisante aux essais de contrôle qui lui sont imposés, le Maître d'Œuvre se chargerait de la réalisation de ces essais par un laboratoire de son choix et aux frais de l'entrepreneur.

1 - 10 - CONTRÔLE TECHNIQUE ET AUTOCONTRÔLE

L'entrepreneur devra prendre contact en temps utile avec le contrôleur technique afin de connaître les suggestions que celui-ci pourrait lui faire tant sur la conception que sur le mode de mise en œuvre de ses ouvrages.

Il est souligné que les modifications indiquées éventuellement par le contrôleur technique ne peuvent donner lieu à un supplément au prix forfaitaire, étant donné qu'il ne peut s'agir que de mises en conformité avec la réglementation en vigueur.

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises devront comprendre dans leur offre leur programme de contrôle interne, en précisant les dispositions prévues sur le chantier pour en assurer le respect et procéder pendant la période d'exécution des travaux aux vérifications techniques qui leur incombent aux termes de la loi du 4 janvier 1978.

Ces essais et vérifications seront conduits conformément aux spécifications des documents techniques et être validés par des attestations d'essais de fonctionnement dont les modèles sont fournis par l'AQC.

Les vérifications et essais concernés ont pour but de s'assurer du bon fonctionnement des installations, dans les conditions normales d'utilisation, indépendamment des essais et vérifications effectués dans le cadre de la sécurité des personnes.

Les installations concernées sont les suivantes :

- EL1- Installations électriques des services généraux
- PB1 - Évacuations d'eau intérieures et extérieures aux bâtiments,
- PB2 - Réseaux d'eau intérieurs aux bâtiments,
- VMC- double flux

Les essais pour dallage, maçonneries, béton, étanchéité, etc. sont précisés dans leur DTU respectif.

Elles devront fournir les procès-verbaux de résistance au feu des matériaux utilisés ainsi que leur destination dès le démarrage du chantier et au plus tard avant leur mise en œuvre.

Les essais pour dallage, maçonneries, béton, étanchéité, etc. sont précisés dans leur DTU respectif.

Elles devront fournir les procès-verbaux de résistance au feu des matériaux utilisés ainsi que leur destination dès le démarrage du chantier et au plus tard avant leur mise en œuvre.

1 - 11 - ÉCHANTILLONS - CROQUIS - PROTOTYPES

Les entrepreneurs devront présenter, en temps utile, tout les échantillons, croquis, plans, épures qui leurs seront demandés et ce sans supplément de prix.

Le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre se réservent le droit de modifier en cours de travaux certaines dispositions du projet et du CCTP. Les entreprises sont tenues de fournir les échantillons et les prototypes prévus au devis et demandés par le Maître d'Œuvre.

Les échantillons seront entreposés dans le bureau de chantier. Aucune commande de matériel ne pourra être passée avant acceptation de l'échantillon correspondant.

L'échantillon ayant servi au choix définitif sera maintenu dans le bureau de chantier jusqu'au moment de la mise en œuvre du matériau correspondant pour permettre de contrôler sa conformité.

1 - 12 - CLASSEMENT AU FEU - PROCÈS-VERBAUX D'ESSAIS

Tous les matériaux mis en œuvre devront bénéficier d'un classement au feu correspondant au minimum au classement demandé dans le présent CCTP ou par le règlement en vigueur relatif à la protection contre l'incendie dans les constructions.

L'entrepreneur sera tenu de fournir les procès-verbaux d'essais visant au classement des matériaux dans une mise en œuvre strictement conforme à celle envisagée sur le chantier.

Tout matériau dont le classement pourrait être douteux ou insuffisant, devra être remplacé aux frais de l'entreprise, par un matériau correspondant au classement souhaité.

1 - 13 - QUALITÉ DES MATÉRIAUX

Les matériaux et fournitures devront être de première qualité suivant les indications des marques et types demandés au présent CCTP et répondre aux caractéristiques des normes françaises en vigueur.

Dans tous les cas où les mots "équivalents", "identiques" ou "similaires" seront employés dans les descriptions, les produits à substituer devront être présentés pour acceptation au Maître d'Œuvre avant commande et avant mise en œuvre, le Maître d'Œuvre se réservant le droit de refuser tous matériaux ou produits qui ne lui auraient pas été soumis.

Pour éviter tout retard dans l'avancement du chantier, les entrepreneurs devront prendre leurs dispositions pour faire accepter les produits et matériaux par le Maître d'Œuvre dans un délai permettant la livraison à une date compatible avec le délai global d'exécution du chantier.

Les entrepreneurs, sur première réquisition du Maître d'Œuvre, devront démolir tout ou partie d'un ouvrage mal exécuté ou fait avec des matériaux défectueux.

Si lors de l'appel d'offres, une entreprise propose de substituer un autre produit à celui prévu dans le CCTP, elle devra en faire expressément mention dans son détail quantitatif estimatif.

1 - 14 - PLANS D'EXÉCUTION - NOTES DE CALCUL - PLANS

Le dossier remis à l'entreprise, lors de la consultation, est un dossier directeur d'exécution.

L'entrepreneur doit, de sa propre initiative ou sur la demande du Maître d'Œuvre, établir tous les plans de détails nécessaires.

Les plans d'exécution des ouvrages, plans d'atelier, de fabrication et notes de calculs correspondantes seront soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre avant fabrication.

Tous ces documents sont fournis par le lot intéressé, en trois exemplaires au Maître d'Œuvre et en un exemplaire à toutes les entreprises pouvant être concernées par ces ouvrages.

Ces documents devront également reproduire les éléments d'ouvrage des autres corps d'état contigus à ceux de l'entreprise intéressée et préciser les modes de fixation, nature du calfeutrement, système d'étanchéité, etc.

Ils seront datés et porteront de façon claire le nom de l'entreprise.

L'entreprise devra également obtenir l'accord du bureau de contrôle avant mise en fabrication.

Avant toute exécution, l'entrepreneur procédera à la vérification des plans qu'il aura reçu et signalera sous huit jours à dater de cette réception, les erreurs ou omissions qui pourront s'y révéler.

1 - 15 - COTES ET DIMENSIONS DES OUVRAGES - CONTRÔLE

En début de chantier et autant de fois que nécessaire en cours de chantier, les entrepreneurs de chaque corps d'état devront donner en temps voulu à l'entrepreneur du corps d'état intéressé, toutes les indications concernant les sujétions dues à leur propre travail, en particulier : les percements, trous, aménagements de niches, trémies, implantations de maçonnerie, raccords de toute nature, etc.

Ils devront veiller personnellement à l'exécution de ces travaux sans que le Maître d'Œuvre ait à intervenir.

Faute de se conformer à ces indications, les entrepreneurs de chaque corps d'état devront effectuer après coup, par leurs propres moyens et sous leur entière responsabilité, avec le plus grand soin, percements, trous, raccords, scellements et toutes reprises en découlant à l'exception des ouvrages de béton et béton armé sur lesquels seule l'entreprise de Gros-Œuvre aura droit d'intervenir aux frais éventuels de l'entreprise défaillante.

Lorsqu'un ouvrage sera exécuté par un entrepreneur, les entrepreneurs qui lui succéderont seront tenus de relever les cotes et profils existants pour y adapter leurs fournitures et fabrications, étant entendu qu'ils auront préalablement, en application du paragraphe ci-avant, donné toutes informations utiles aux autres entreprises pour l'exécution de ces travaux.

Ils ne pourront se prévaloir de la non exécution d'une réservation pour tenter d'obtenir une augmentation du montant de leur marché.

Lorsque, pour l'exécution d'un ouvrage, plusieurs entreprises sont appelées à se succéder de façon telle qu'il serait impossible ultérieurement, en cas de malfaçon, de désigner le responsable, chaque entrepreneur est tenu de veiller à la bonne exécution du travail qui précède le sien.

Il doit signaler à l'OPC et au Maître d'Œuvre les travaux qui auraient été exécutés dans des conditions susceptibles d'entraîner des désordres dans ses propres travaux ou de lui créer des difficultés de réalisation. Le Maître d'Œuvre jugera alors des dispositions à prendre pour y remédier.

1- 16- PLANS DE RECOLEMENT DES OUVRAGES - DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS (DOE)

En fin de travaux, et au plus tard un mois après la notification de décision de réception des travaux, l'entrepreneur devra remettre au Maître d'Œuvre en 3 exemplaires, les plans de récolement des ouvrages réellement exécutés sur le chantier, ainsi que le Dossier des Ouvrages Exécutés comprenant, entre autres :

- Plans techniques et détails d'exécution des ouvrages mis à jour en fin de travaux (BA, charpente, étanchéité, canalisations etc.)
- Notices techniques des produits mis en œuvre,
- Notices de fonctionnement et d'entretien des différents appareils,
- Schémas d'armoires et de fonctionnement,
- Certificats de classement au feu des matériaux,
- Avis techniques et attestations d'assurance pour produits spécifiques,
- Résultats des essais faits conformément aux documents AQC,
- Résultats des essais et analyses demandés par le maître d'œuvre et le bureau de contrôle technique éventuel en cours de travaux,
- Nomenclature des pièces détachées des appareils,
- etc.

1 - 17 - PLANNING DE CHANTIER

Chaque entrepreneur devra organiser et bien se coordonner afin de respecter le planning des travaux

1 - 18 - PROTECTION ET MAINTIEN EN ÉTAT DES OUVRAGES

Les entrepreneurs devront assurer par tous moyens à leur convenance la préservation de leurs ouvrages jusqu'à la réception. Avant cette visite, ils devront effectuer le contrôle de leurs prestations et assurer la mise en état des éléments qui auraient pu être dégradés.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de refuser à la réception tout ouvrage qui aurait subi des dégradations et dont la remise en état serait insuffisante.

2 - TRAVAUX COMMUNS TOUS CORPS D'ÉTAT

2 - 1 - ÉCHAFAUDAGES

Les échafaudages mis en place par une entreprise pourront être utilisés par une autre entreprise après accord entre elles. Toutefois, l'entrepreneur qui aura fait l'installation restera responsable de la stabilité de l'ensemble et de la sécurité.

Les échafaudages seront établis conformément aux prescriptions du Code du Travail. La signalisation, les protections et le démontage resteront à sa charge.

Le coordonnateur SPS est chargé de la mise au point de ces utilisations communes.

2 - 2 - ÉTAYAGE

Tout étayage de plancher ou de murs rendu nécessaire pour l'approvisionnement ou l'exécution de travaux, devra impérativement être mis en place par l'entreprise de Gros-Œuvre, seule apte à calculer l'importance de l'étayage à mettre en place.

Sa dépose sera assurée par la même entreprise.

2 - 3 - TROUS – RÉSERVATIONS

2 - 3 - 1 - Dans béton, béton armé, maçonneries en agglomérés de ciment pleins réalisés à l'occasion de la présente opération

Quelle que soit la dimension des éléments à incorporer. Avant travaux

Tous les corps d'état devront fournir un jeu de plans cotés avec toutes les indications utiles et dessins de détails annexes si besoin est, concernant les trous, trémies et lumières de passage à réserver dans les

ouvrages en béton, béton armé et en maçonneries d'agglos pleins nécessaires à l'exécution de leurs travaux.

Les plans seront remis à l'entreprise de gros œuvre pendant la période de préparation.

Une synthèse de tous les trous de passage à réserver sera établie et soumise au Maître d'Œuvre avec les observations faites sur la gêne ou l'impossibilité que présentent les réservations demandées en raison de la position des efforts et de la structure des éléments porteurs.

Toute impossibilité reconnue sera notifiée aux entreprises intéressées qui seront tenues de modifier les parcours et passages envisagés sans variation de prix.

Toutes les réservations seront assurées alors par l'entreprise de Gros-Œuvre sans frais pour les entreprises ; elles devront figurer de façon cotée sur les plans de structure (BA, maçonnerie, etc.), avec indication du corps d'état demandeur.

En cours de travaux

Toutes les modifications apportées aux réservations initialement prévues devront être signalées à l'entreprise de Gros-Œuvre en temps utile, faute de quoi, les travaux entraînés par ces modifications seront exécutés obligatoirement par l'entreprise de Gros-Œuvre aux frais de l'entreprise responsable.

2 - 3 - 2 - Dans cloisons légères, non porteuses, en briques creuses, agglomérés de ciment creux, carreaux de plâtre, etc. réalisées à l'occasion de la présente opération

Chaque entreprise devant intervenir sur ces ouvrages assurera elle-même les percements, trous et réservations diverses nécessaires au passage ou à la fixation de ses matériels ou matériaux. Il sera toutefois recherché l'utilisation d'outillage spécialisé supprimant la détérioration éventuelle des ouvrages et réduisant au maximum la section des trous et percements.

Les réservations éventuelles dans ces ouvrages réalisées au moment de leur exécution seront prises en charge par les entreprises demandereses.

2 - 3 - 3 - Dans béton, béton armé, maçonneries porteuses existants

2 - 3 - 3-1 Percements de faibles dimensions (coté \leq à 150 mm)

Chaque entreprise devant intervenir sur ces ouvrages assurera elle-même les percements, trous et réservations divers nécessaires au passage ou à la fixation de ses matériels ou matériaux.

Il sera toutefois recherché l'utilisation d'outillage spécialisé supprimant la détérioration éventuelle des ouvrages et réduisant au maximum la section des trous et percements.

2 - 3 - 3-2 Percements de dimensions importantes (coté $>$ à 150 mm)

Ils seront systématiquement réalisés par l'entreprise du lot Gros Œuvre.

Chaque corps d'état intéressé devra fournir un jeu de plans cotés avec toutes les indications utiles et dessins de détails annexes si besoin est, concernant les trous, trémies et lumières de passage à réaliser dans les ouvrages en béton, béton armé et parois en maçonneries existants, nécessaires à l'exécution de leurs travaux.

Les plans seront remis à l'entreprise du lot Gros Œuvre pendant la période de préparation.

Une synthèse de tous les trous de passage à réserver sera établie et soumise par l'entreprise de Gros Œuvre au Maître d'Œuvre avec les observations faites sur la gêne ou l'impossibilité que présentent les réservations demandées en raison de la position des efforts et de la structure des éléments porteurs.

Toute impossibilité reconnue sera notifiée aux entreprises intéressées qui seront tenues de modifier les parcours et passages envisagés sans variation de prix.

Tous les percements seront assurés alors par l'entreprise de Gros-Œuvre sans frais pour les entreprises ; ces percements devront figurer de façon cotée sur les plans de structure (BA, maçonnerie, etc.), avec indication du corps d'état demandeur.

2 - 3 - 3-3 En cours de travaux

Toutes les modifications apportées aux réservations initialement prévues devront être signalées à l'entreprise de Gros-Œuvre en temps utile, faute de quoi, les travaux entraînés par ces modifications seront exécutés obligatoirement par l'entreprise de Gros-Œuvre aux frais de l'entreprise responsable.

2 - 3 - 4 - Dans cloisons légères non porteuses existantes

Chaque entreprise devant intervenir sur ces ouvrages assurera elle-même les percements, trous et réservations divers nécessaires au passage ou à la fixation de ses matériels ou matériaux.

Il sera toutefois recherché l'utilisation d'outillage spécialisé supprimant la détérioration éventuelle des ouvrages et réduisant au maximum la section des trous et percements.

2 - 4 - FOURREAUX

Toutes les canalisations traversant des parois en maçonnerie, en béton, en cloisons légères et autres, devront être protégées par un fourreau de diamètre approprié faisant saillie de part et d'autre :

- d'une paroi verticale de 0,01 m
- d'un plancher de 0,10 m au dessus
- d'un plancher de 0,01 m en dessous.

L'espace entre la canalisation et le fourreau sera bourré à l'aide de matériaux isophoniques ou coupe-feu selon classement, fermé par un joint silicone étanche à chaque extrémité.

2 - 5 - CALFEUTREMENTS

2 - 5 - 1 - Dans parois en béton, béton armé, maçonnerie d'agglos pleins réalisées à l'occasion de la présente opération

Les rebouchages et calfeutremments des réservations demandées en temps utile dans ces ouvrages seront à la charge du lot Gros-Œuvre.

Les rebouchages et calfeutremments des réservations exécutées après coulage du béton ou réalisation de la maçonnerie à la demande d'une entreprise seront réalisés par l'entreprise de Gros-Œuvre aux frais de l'entreprise demanderesse.

Les trous et passages demandés par une entreprise et non utilisés seront rebouchés par l'entreprise de Gros-Œuvre aux frais de cette entreprise.

2 - 5 - 2 - Dans cloisons légères, non porteuses, en briques creuses, agglomérés de ciment creux, carreaux de plâtre, etc. réalisées à l'occasion de la présente opération

Les rebouchages et calfeutremments dans ces ouvrages seront à la charge des entreprises qui auront réalisées les percements correspondants.

Les rebouchages et calfeutremments des réservations mal exécutés seront repris sur ordre du Maître d'Œuvre par l'entreprise chargée des finitions sur ces ouvrages (Gros-Œuvre, Plâtrerie, etc...) aux frais de l'entreprise responsable.

2 - 6 - SCELLEMENTS

Les scellements à l'aide d'appareils mécaniques, pistolets, etc. ne pourront être utilisés qu'après accord du Maître d'Œuvre et du bureau de contrôle.

Les scellements pourront être effectués à l'aide de mortier de ciment, ciment rapide ou plâtre selon la nature du support et l'implantation du scellement.

Les pièces de bois recevront obligatoirement avant scellement, une couche de protection (peinture, produit fongicide, etc.), particulièrement sur les faces destinées à être dissimulées.

Les parties métalliques scellées au plâtre seront protégées par une couche de peinture anti-rouille. Les éléments en aluminium et acier inox recevront une protection avant scellement.

Il pourra être interdit d'effectuer des scellements dans certaines pièces de structure. L'entreprise devra alors assurer à ses frais, la modification de ses ouvrages ou la création des éléments supports particuliers pour permettre la bonne stabilité des dits ouvrages.

Le degré SF ou CF. des parois concernées par ces scellements devra être maintenu.

2 - 7 - SAIGNÉE - ENTAILLE - FEUILLURE

Elles devront être exécutées conformément à la réglementation pour ne pas compromettre la stabilité des ouvrages intéressés.

En particulier, il est interdit de créer des saignées dans des cloisons en plaques de plâtre.

Le rebouchage se fera toujours à plein, sans laisser de vide, avec des produits de garnissage parfaitement bourrés et dont la qualité est adaptée à l'ouvrage support.

2 - 8 - TRAITS DE NIVEAUX – TRAÇAGE - IMPLANTATION

Le trait de niveau à 1 mètre au-dessus du niveau des sols finis de chaque niveau sera tracé par l'entrepreneur de Gros-Œuvre et sous sa responsabilité sur tous les murs, poteaux, cloisons ou autres, dès le décoffrage exécuté ou la maçonnerie montée et autant de fois que nécessaire.

L'entreprise devra compléter ce traçage suivant l'évolution du chantier (montage de cloisons par exemple).

Chaque ouvrage sera implanté et tracé par le corps d'état intéressé qui aura soin préalablement de contrôler les équerrages et aplombs des ouvrages précédemment exécutés et de signaler les fausses implantations conduisant à une modification de ses ouvrages.

- 9 - INCORPORATIONS

L'entrepreneur de gros œuvre assurera la mise en place dans les ouvrages en béton de tous les taquets, blochets, semelles, douilles VEMO, précadres nécessaires à la fixation des ouvrages des autres corps d'état.

Ces pièces devront être fournies en temps utile à l'entrepreneur de Gros-Œuvre par les corps d'état intéressés.

Faute de n'avoir remis en temps utile ces pièces avec indications nécessaires de mise en œuvre à l'entrepreneur de Gros-Œuvre, l'entreprise responsable supportera les conséquences de cette omission comme il est dit précédemment en ce qui concerne les rebouchages et calfeutrements.

2 - ORGANISATION DU CHANTIER

Les dispositions concernant l'organisation du chantier font partie intégrante de la mission du coordonnateur SPS désigné par le maître d'ouvrage et ce, en application des prescriptions du décret n° 94 1159 du 26 décembre 1994 (art. R 238-18, art. R 238-22, etc.).

3 - 1 - RELATIONS AVEC LES SERVICES OFFICIELS

Chaque entrepreneur doit se mettre en rapport avec les services officiels intéressés et ceux des compagnies concessionnaires pour en obtenir tous renseignements utiles pour l'exécution de ses travaux.

Il doit se soumettre à toutes les vérifications de ces services et obtenir les certificats de conformité pour que les installations soient mises en service à la date fixée.

Pour les réservations nécessaires aux services concessionnaires eau, gaz, électricité et France Télécom, l'entreprise devra établir un plan des points de contact et solliciter les accords sur les percements et fourreaux.

Il doit fournir tous les documents, toutes les pièces justificatives demandées par ces services. L'entrepreneur doit, au moment opportun et de son propre chef, effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des services compétents afin d'obtenir en temps voulu, la mise en service des installations.

Il doit enfin se procurer et remplir les formulaires nécessaires pour la mise en service, les faire signer par le maître de l'ouvrage et les remettre aux services intéressés.

Il doit, en particulier :

- Obtenir tous les accords nécessaires, tant pour les installations faisant partie de la concession que pour les installations intérieures,
- Transmettre au maître de l'ouvrage tous les renseignements qu'il a recueillis au cours des contacts et qui concernent soit la construction, soit l'exécution des travaux qui ne sont pas à sa charge, soit l'exploitation des installations,
- Obtenir tous les certificats de conformité nécessaires de contrôle ou de vérification, signaler aux services intéressés et dans les délais réglementaires, les dates de commencement et de terminaison de chacune de ses interventions.

Il est rappelé que l'entrepreneur est responsable de contraventions de toute nature qu'il peut encourir du fait de la non observation des règlements locaux et qu'il doit, en conséquence, faire toutes les démarches utiles auprès des services compétents.

Chaque entrepreneur fera son affaire personnelle, et sous sa responsabilité, de l'obtention de toutes les autorisations administratives qui lui seront nécessaires à l'exécution de ses travaux (autorisations de police, de clôture et de voirie, de branchements provisoires, règlements administratifs, sanitaires, incendie, etc.), ainsi que tous les frais en résultant.

Il prendra toutes dispositions pour que la voie publique ne soit ni salie, ni endommagée. Toutes les dégradations seront prises en charge par les entrepreneurs.

3 - 2 - PLANS D'INSTALLATION DE CHANTIER

L'entrepreneur de Gros-Œuvre étudiera, en détail, un plan des installations provisoires pour l'ensemble de la durée des travaux, sur la base du document établi par le coordonnateur SPS et intégré au PGC. Sur ces plans, devront figurer, dans la mesure où ils sont nécessaires :

- L'emplacement des bureaux de chantier,
- L'emplacement des grues avec indications des périodes de travail et des périodes de transfert,
- L'emplacement des monte-matériaux s'il y a lieu,
- Les baraquements de stockage du matériel, des matériaux et des éléments préfabriqués de chaque entreprise, avec les surfaces de stockage, l'air libre ainsi que les parcs à acier,
- Les schémas de branchements provisoires d'eau et d'électricité,
- Les installations obligatoires destinées au personnel (vestiaires, réfectoires, sanitaires, douches),
- La voirie provisoire secondaire, tant pour la circulation des véhicules que pour celle des piétons, ainsi que les accès,
- L'emplacement des points lumineux pour l'éclairage provisoire du chantier, des clôtures et des accès aux bureaux,
- L'emplacement des postes provisoires de lutte contre l'incendie,
- L'emplacement des parkings provisoires,
- Les zones de mise en dépôt provisoires des terres végétales et déblais en attente de réemploi pour remblai, ainsi que les zones d'accès interdites,
- L'implantation des palissades délimitant les zones de travaux des zones restant en activité et leur évolution dans le temps,
- Tous détails non énumérés ci-dessus mais que les entreprises jugeraient bon d'ajouter pour la facilité de leur installation.

Ce plan, qui tiendra compte des besoins de toutes les entreprises, sera soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre et sera mis au point dès le début de la période de préparation.

Chaque entrepreneur fera son affaire personnelle des démarches et autorisations nécessaires pour l'installation de ses engins de levage qui devront être en rapport avec l'importance du chantier.

3 - 3 - INSTALLATION DE CHANTIER

L'entrepreneur de Gros-Œuvre doit l'installation et l'équipement des baraques à usage commun (sanitaires, réfectoire, vestiaires). Il doit leur entretien pendant la durée du chantier et la démolition en fin de travaux de tous hangars, aires de stockage, etc. (suivant les indications du PGC).

Les frais de première installation et de repliement à l'issue des travaux sont à la charge de l'entreprise du lot Gros-Œuvre.

Les frais d'entretien et de fourniture de consommables seront imputés au compte-prorata.

3 - 4 - ACCÈS

Les accès sont existants à partir des voiries publiques délimitant le terrain d'assiette de la construction.

L'entreprise de Gros-Œuvre devra sur la voie publique la mise en place d'une signalisation adaptée indiquant l'entrée du chantier et les risques liés à la sortie de véhicules depuis l'accès qui sera défini.

Il sera prévu une délimitation par clôture grillagée de l'accès depuis la rue NEUVE jusque la zone chantier avec intégration d'un portail de fermeture seulement utilisable par le Chef d'établissement (accès vers la cour de l'établissement). Les clés seront fournies par l'entreprise au Maître d'Ouvrage.

Le lot Gros-Œuvre assurera l'entretien des chemins et aires d'accès nécessaires à l'approvisionnement du chantier et à l'exécution des travaux préalables (fouilles, fondations, etc.) et en général, des abords du bâtiment et de ses accès principaux.

Les frais d'entretien seront imputés au compte-prorata.

3 - 5 - BUREAU DE CHANTIER

Le bureau de chantier sera installé sur le site.

Les frais de mise en place, d'équipement et de repliement à la fin du chantier sont à la charge de l'entreprise du lot Gros-Œuvre. Le lot Gros-Œuvre assurera l'entretien hebdomadaire aux frais du compte prorata avec fourniture des consommables.

3,6, - PANNEAU DE CHANTIER

Le panneau de chantier, le panneau de permis de construire et leur entretien sont réalisés et entretenus par le lot Gros-Œuvre et à ses frais.

Le panneau de chantier à mettre en place aura les dimensions suivantes :

- Hauteur : 2,00 m
- Largeur : 1,50 m

Il comportera toutes les indications relatives :

- À la nature de l'opération (permis de construire etc...),
- Au Maître d'Ouvrage,
- Au Maître d'Œuvre,
- Au bureau de contrôle technique,
- Au pilote éventuel (OPC),
- Au coordonnateur SPS,
- Aux entreprises attributaire

Le panneau sera réalisé sur la base du modèle présenté par l'Agence ARCHITECTURE-CONCEPT-DESIGN, Maître d'Œuvre, avec les coloris et logos qui y seront figurés.

Il sera mis en place en bordure de la voie publique sur une structure métallique ou bois assurant une stabilité permanente de l'affichage.

3 - - ALIMENTATION EN EAU ET ÉLECTRICITE

Eau

L'entrepreneur de Gros-Œuvre installera depuis une prise en charge sur le réseau de distribution existant sur le site, un compteur décompteur, un robinet d'arrêt et de purge et procédera à la distribution de l'eau jusqu'aux zones de travaux.

Les canalisations seront protégées contre le gel pour rester en fonctionnement quelque soit les conditions atmosphériques.

Électricité

L'entrepreneur de Gros-Œuvre prévoira un tableau de comptage de chantier avec disjoncteur général. Le raccordement sur le réseau public sera demandé au concessionnaire concerné. La distribution aux armoires de chantier et coffrets de prises sera assurée par l'électricien. Il ne sera pas admis de raccordement électrique sur les installations intérieures à l'établissement

Installations intérieures

Les installations intérieures d'eau et d'électricité ainsi que leur entretien pendant la durée des travaux sont à la charge des lots correspondants.

De plus, l'électricien doit assurer l'éclairage des locaux obscurs

3 - 9 - SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTE

Il est précisé que ce chantier est soumis aux dispositions légales et réglementaires du Code du Travail – Chapitre II du Titre III du Livre V de la Quatrième Partie - Coordination lors des opérations de bâtiment et de génie civil.

Le maître d'ouvrage a désigné le coordonnateur de sécurité pour les missions de conception et de réalisation.

Le chantier est classé en 5ème catégorie

Toutes les entreprises, y compris leurs sous-traitants, devront respecter les prescriptions du coordonnateur SPS à ce titre (voir Plan Général de Coordination).

3 - 10 - GARDIENNAGE

SANS OBJET

3 - 11 - SÉCURITÉ DES TIERS

Pendant toute la durée des travaux, l'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin de ne causer aucun dommage aux constructions voisines existantes, ni aucune gêne pour leurs occupants. Dans le cas contraire, il sera tenu pour seul responsable des dommages causés et devra en supporter toutes les conséquences.

Il en sera de même en ce qui concerne les rues d'accès et la sécurité du public sur ces voies.

Aucun matériau ou matériel ne devra choir ou être déposé sur le domaine public ou celui des voisins.

Les camions seront chargés de façon à interdire toute chute de terre, gravois, ou objet quelconque en dehors de l'enceinte du chantier.

Un constat devra être dressé de l'état des immeubles et murs existants autour du chantier et ce aux frais de l'entreprise de Gros-Œuvre.

Les entrepreneurs des lots susceptibles de causer des désordres aux constructions voisines seront tenus de faire constater, à leurs frais, l'état de ces dernières avant tout commencement d'exécution (constat

d'huissier et photographies), dans le but d'éviter des réclamations ultérieures et pour déterminer les responsabilités afférentes à chacune des parties engagées.

3 - 12 - PRÉCHAUFFAGE

Chaque entrepreneur doit assurer le préchauffage des locaux pour assurer la mise en œuvre de sa propre prestation technique, aucun jour d'intempérie n'étant accepté en cas de température trop basse, pour les travaux intérieurs aux locaux lorsque ceux-ci seront à même d'être chauffés (clos couvert). La consommation d'énergie sera à la charge de l'entreprise suivant un calcul à établir par convention au démarrage du chantier.

3 - 13 - NETTOYAGE DU CHANTIER

Chaque corps d'état doit laisser le chantier propre et libre de tous les déchets pendant et après l'exécution de ses travaux.

Chaque entrepreneur se chargera de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage déterminés par l'entreprise de Gros-Œuvre en accord avec le Maître d'Œuvre. L'emploi de bennes ordures est vivement recommandé.

Chaque entrepreneur devra procéder au nettoyage, réparation et remise en état des installations qu'il aura salis ou détériorés.

En application de ces principes et, éventuellement, par dérogations à ces principes, il est précisé que les divers nettoyages énumérés ci-dessous seront à la charge des entrepreneurs suivants :

- Nettoyage après exécution des travaux de cloisonnement - plâtrerie à la charge de l'Entrepreneur de Plâtrerie (compris nettoyage des menuiseries);
- Parachèvement du nettoyage nécessaire à la préparation des sols avant travaux de carrelage ou de revêtement des sols, à la charge de l'Entrepreneur de Carrelage ou de Revêtement de sols ;
- Nettoyage après carrelage (y compris nettoyage du sanitaire), à la charge de l'Entrepreneur de Carrelage ;
- Parachèvement du nettoyage avant travaux de peinture, à la charge de l'Entrepreneur de Peinture (hors marché),
- Nettoyage général intérieur avant Réception, à la charge de l'Entrepreneur de Peinture (hors marché);
- Nettoyage général extérieur avant Réception, à la charge de l'Entrepreneur de Gros-Œuvre ;
- Enlèvement des déblais stockés aux endroits prévus et leur transport aux décharges publiques seront à la charge de l'Entrepreneur de Gros-Œuvre.

Aucun déblai ne sera jeté par les fenêtres, sauf éventuellement par l'intermédiaire de goulottes.

Si un entrepreneur tentait de se soustraire à l'obligation d'enlever les matériaux ou gravats provenant de ses travaux en les dissimulant ou en refusant de se conformer aux ordres reçus, le maître d'œuvre ferait procéder lui-même au nettoyage, aux frais, risques et périls de cette entreprise, après mise en demeure.

3 - 14 - COMPTE-PRORATA

L'ensemble des frais communs de chantier fera l'objet d'une gestion par les soins de l'entreprise du lot Gros-Œuvre selon la répartition suivante :

3 - 14 - 1 - À la charge exclusive de l'entreprise du lot GROS ŒUVRE :

- Installation du chantier avec notamment :
 - Fourniture et pose du panneau de chantier,
 - Installation de surveillance du chantier,
 - Mise en place de bennes de collecte des déchets,
 - Mise à disposition des engins de nettoyage de chantier,

En général, mise à disposition de tous moyens pour installation, maintien en état et enlèvement des installations de chantier,

3 - 14 - 2 - À la charge exclusive de l'entreprise du lot PLOMBERIE :

- Mise en place du réseau intérieur d'eau potable dans le bâtiment et sur la zone chantier,

3 - 14 - 3 - À la charge exclusive de l'entreprise du lot ÉLECTRICITÉ :

- Fourniture et mise en place de l'armoire principale et des armoires de répartition à tous les niveaux du bâtiment,
- Installation dans le bâtiment de l'éclairage des circulations et des locaux obscurs et éclairage de secours si nécessaire.

- Mise en place de l'installation d'éclairage des espaces extérieurs fonctionnant pendant la période d'activité du chantier et en surveillance de nuit,
- 3 - 14 - 4 - À la charge de chacun des entreprises au prorata du montant de leur marché
- Frais de transport en décharge des bennes-ordures,
- Frais de traitement des déchets,
- Frais d'entretien des locaux communs
- Frais de nettoyage des emprises publiques devant le chantier,
- Consommations électrique, d'eau potable, téléphone, taxes d'assainissement relatives aux installations de chantier
- Tous ouvrages détériorés des installations de chantier dont le responsable ne se sera pas fait connaître,
- Tous ouvrages détériorés dans les zones de chantier dans le bâtiment ou à ses abords dont le responsable ne se sera pas fait connaître,
- Tous frais de nettoyage du chantier (hebdomadaire, selon demandes spécifiques, à la demande du Maître d'Œuvre, etc...)

3 - 14 - 5 - Fonctionnement du compte-prorata

Toutes les entreprises, suivant la décomposition en lots figurant ci-avant, cotiseront de façon proportionnelle au montant de leur marché de base au compte prorata, qu'elles sous traitent une partie de leur travaux ou pas, qu'elles utilisent ou pas les installations communes.

Le compte prorata sera régi conformément aux dispositions de la norme NFP 03-001 dernière édition hors aménagements particuliers décrits dans les CCTP, qui prévaudront sur la norme.

Il sera géré par l'entreprise titulaire du lot "Gros Œuvre" sous le contrôle des membres de la commission de compte prorata. Le taux de rémunération du lot Gros Œuvre est fixé à 10% du montant des dépenses du compte prorata pour frais de gestion et d'avances de fonds.

La commission de compte prorata sera constituée des représentants de l'ensemble des corps de métiers. Ils seront désignés au plus tard à la fin de la période de préparation.

Une convention de compte prorata sera établie par le gestionnaire, validée par les membres de la commission et signée par chacune des entreprises participantes.

Étant donnée la nature de la construction et de la taille de l'opération, et à titre indicatif, le montant des dépenses de compte prorata devrait être voisin de 1% du montant des marchés.

À l'issue des travaux après repliement des installations de chantier, l'entreprise du lot Gros-Œuvre devra remettre dans les trois mois la tableau définitif de gestion du compte-prorata avec répartition des frais pour chaque entreprise déduction faite des acomptes éventuellement demandés en cours de réalisation.

Elle remettra également au Maître d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage copie du tableau récapitulatif pour intégration des soldes dus dans le montant des décomptes généraux et définitifs.

3 - 15 - CONSTAT VOIRIE ET AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS

L'entreprise du lot Gros-Œuvre fera établir un constat par huissier de l'état de la voirie et des aménagements extérieurs environnant le chantier projeté, en présence d'un représentant du Maître d'Ouvrage, d'un représentant de l'établissement, d'un représentant du Maître d'Œuvre et du coordonnateur SPS.

Ce constat portera également sur les murs de clôture délimitant la propriété.

LOT 1 - VRD

01.1. - Documents de référence :

- GENERALITES :

Tous les ouvrages énoncés ci-après comprennent toutes les manutentions, étalements, reprises nécessaires

Le terrain est considéré dans la classe « A » tel que défini dans le cahier des Charges DTU n°12 (terrain ordinaire)

- DECAPAGE :

La terre végétale sur l'emprise de la construction, des voiries et parkings sur une épaisseur de 0.30 d'épaisseur.

La terre nécessaire à la confection des espaces verts sera stockée sur place et étalée en fin de chantier.

Les terres excédentaires seront évacuées à la D.P. si nécessaire.

-FOUILLE EN PLEINE MASSE :

Fouille de terre en déblais pour l'établissement du bâtiment et acces

Les déblais ou remblais sous voiries seront aux côtes indiquées sur les plans déduction faite de l'épaisseur des voiries .

Les terres provenant des fouilles seront stockées sur plan pour l'utilisation en remblai si nécessaire . Les terres excédentaires seront évacuées aux D.P.

- VOIRIE :

. confection d'une voirie lourde comprenant

- géotextile
- grave-ciment naturelle de 0.20
- grave ciment 0/20 dosée à 4%
- enrobés B.B. 0/10 à raison de 150kg/M2

la voirie d'accès au bâtiment

. stationnement :

en over green

ASSAINISSEMENT :

raccordement des EU au réseau du tout à l'égout communal

CANALISATIONS E.U. - E.V. - E.P.

collecteur enterré sera réalisé en tuyau PVC M1 qualité "assainissement"

L'entrepreneur devra prévoir :

- la fourniture et pose en tranchée et tous accessoires pour recevoir les écoulements au lot "plomberie"

- le raccordement aux regards fournis et posés par le présent lot

avec tampon fonte série légère

- le raccordement des eaux pluviales comprenant :

- canalisation en tuyau PVC de diamètre 100 jusqu'au puits absorbant
- regards en éléments préfabriqués pour recevoir les EP de la toiture
- le raccordement des eaux usées jusqu'au regard du tout à l'égout existant

EAU POTABLE :

- réseau à partir du citerneau situé en limite de la parcelle

PTT - TV

Fourniture et pose en tranchée de 4 fourreaux en PVC de diamètre 42/45 pour PTT ,de deux chambres de tirage de type L 1T avec tampon béton

EDF :

un fourreau de protection en dynothène pour le bâtiment de diamètre 100

PUITS ABSORBANT :

confection d'un puits absorbant destiné à recevoir les eaux pluviales du bâtiment et de la voirie

- REMBLAIS DES TRANCHEES :

Les tranchées seront remblayées en sable avec grillage avertisseur réglementaire

LOT N°02- MACONNERIE – OUVRAGES EN BA – DALLAGE - RAVALEMENT

02,1 TERRASSEMENTS : de terrassements :

L'entreprise sera tenue d'avoir apprécié avant sa remise des prix la nature du terrain, les possibilités et les difficultés d'accès

prévisions :

- fouille en excavation
- fouille en rigole pour semelles et longrines
- fouille en trous pour massifs

remblais :

- les terres provenant des fouilles seront utilisées en remblais au pourtour de la construction

- le niveau fini des remblais devra être à - 0.15 minimum en dessous de la protection des remontées capillaires.

décharges publiques :

L'Entrepreneur fera son affaire de l'évacuation des terres excédentaires aux décharges publiques, le transport étant inclus dans sa proposition, qu'elle qu'en soit la distance et les frais de décharge.

L'entrepreneur devra également s'engager à

- nettoyer les voiries communales
- et toutes sujétions pour éviter tous incidents

02.2. - FONDATIONS :

02.2.1. - système de fondations :

. fondations, selon l'étude établie par le B.E.T. technique de l'entreprise

02.2.2.- béton de propreté :

Béton C 16 K comprenant coffrage éventuel, arrossage et toutes sujétions de coulage et blindage divers - épaisseur minimum est de 0.05ép.

02.2.3.- béton de fondations :

en béton C 25K comprenant toutes fournitures, coffrages, vibrage, arrossage et toutes sujétions de coulage et blindage divers.

prévisions :

- *semelles de fondation suivant l'étude du B.E.T. B.A.*

02.3, - DALLAGE SUR TERRE PLEIN

Exécution de la dalle portée en béton armé C25 vibré compris coffrage et armature à savoir :

- reprofilage de la plate forme
 - mise à niveau
 - forme en sable compacté sur 0,05ép
 - mise en place d'un isolant de 0,10ép
 - mise en place de ployane de 150microns
 - dalle en béton dosé à 300kg/m² de 0,15ép
 - armature en treillis soudé
 - finition anti usure et anti poussière -
 - finition en quartz sur la zone entrepôt
 - confection de joints de dilatation à la demande
- localisation : le bâtiment

02.4.- trémies et trous à réserver - fourreaux :

les trémies et les trous à réserver dans le dallage tant que les besoins du gros-œuvre, qu'à la demande des différents corps d'état seront strictement respectés, les erreurs qui pourraient se produire de sur les plans devront être signalées à la maîtrise d'œuvre.

02.5,,,- défoncé :

un défoncé sera à prévoir pour recevoir du carrelage posé à bain de ciment suivant les prescriptions au lot carrelage

il sera réservé juste l'épaisseur nécessaire pour permettre la pose des revêtements collés. Le support devra être parfaitement surfacé et dressé.

Il est rappelé que le trait de niveau doit être battu par le maçon à 1.00 du niveau des sols finis au fur et à mesure des travaux

localisation : bureau – zone sociale

02.6, - seuils des portes :

en béton dit légèrement armé correctement liaisonné y compris moulage soigné pour former rejingot et glacis avec façon de chanfrein à l'intérieur pour isolant.

hauteur des seuils :

-0.02 par rapport au niveau du sol intérieur

03 - MACONNERIE :

03.1. - soubassements :

exécution d'un soubassement du terre-plein entre l'arase des semelles de fondations et le dallage comprenant :

- maçonnerie en blocs à bancher de 0.25ép.
- chaînage étanche avec incorporation de sikailithe et feutre bitumé.

04 - ETANCHEITE :

L'entreprise devra prévoir sur la face de ces ouvrages en contact avec les terres ou remblais toutes prestations nécessaires à une parfaite étanchéité et notamment :

- Application d'un enduit de ragréage pour obtenir un parement parfaitement lisse, selon besoin,
- Application de 2 couches de mortier d'imperméabilisation par cristallisation WEBER.DRY ENDUIT de WEBER-SAINT-GOBAIN ou équivalent,
- ué en deux couches croisées, prévus sur les parois enterrées du projet

localisation :

a) – les parois enterrées

05- RAVALEMENT – :

06,1. - enduit monocouche de type monoprél KS ou similaire permettant de réaliser des joints creux tout en assurant une parfaite étanchéité de la façade

- teinte et calpinage aux choix de la maîtrise d'œuvre

prévisions :

- - en soubassement de 0,20ht

LOT N°03 – CHARPENTE BOIS-OSSATURE BOIS – BARDAGE en clins de BOIS

03,1, - OSSATURE BOIS

Murs extérieurs isolés en ossature bois des façades

- Les sections des différentes pièces et leur assemblage constituant les pans de bois seront déterminées par calculs.
 - Les bois employés seront à arêtes vives sans aubier et sans flache.
- L'ensemble des ossatures du présent lot sera auto-stable, murs intérieurs de contreventement suivant étude entreprise.
 - Compris toutes sujétions de mise en œuvre.
- Fourniture et pose d'une structure en ossature pin, sapin ou épicéa, assemblée formant un mur porteur, comprenant :
 - Semelles, lisses basses, lisses anti flambement, lisses hautes formant chaînage, poteaux, poteaux d'angles doublés. Les semelles seront posées sur une barrière de coupure de capillarité (feutre bitumineux, PVC 200 µ) entre l'ossature bois et maçonnerie.
- Chevêtres de menuiseries, montants de renforts de baies, montants d'allège, linteaux, entretoises traitement des joints de dilatation...
- La constitution des murs en ossature bois des façades, comprendra de l'extérieur vers l'intérieur les éléments suivants :
 - Fourniture et pose d'une membrane pare-pluie et frein vapeur ayant un coefficient Mu de 50
- Il est impératif que cette membrane soit continue en périphérie de toute l'enveloppe, y compris liaison avec membrane sur plancher et au droit de la toiture. A la charge de l'entreprise de prévoir tous les éléments de raccords selon prescriptions du fabricant et de la réglementation en vigueur (adhésifs adaptés, raccords par recouvrement...)
 - o Fourniture et pose de panneaux de contreventement, comprenant des panneaux de type OSB de type 4 avec rainures et languettes, fixations à la charpente par vis ou pointes torsadées d'épaisseur minimum 22 mm, classement D.s2.d0. Prévoir l'habillage en retours de tableaux et voussures.
 - o Les panneaux bénéficieront du marquage CE selon normes EN 13986 et EN 300.
- Fourniture et pose d'une ossature en bois de section 4,5 x 14,5 cm implantés tous les 45cm maximum,
 - 0.30cm pour les zones les plus chargées et suivant ouvertures.
- Fourniture et pose de poteaux sur la façade avant, entre baies vitrées seront apparents sur l'extérieur et seront de section 75 x 200 mm, en pin autoclave marron.
- Fourniture et pose d'une isolation de 145 mm d'épaisseur en laine de roche en remplissage de l'ossature bois avec un R supérieur à 4,25 m2.K/W
- Fourniture et pose d'une membrane pare-vapeur et d'étanchéité à l'air ayant un coefficient Mu supérieur à 5000. Il est impératif que cette membrane soit continue en périphérie de toute l'enveloppe, y compris liaison avec membrane sur plancher et au droit de la toiture. A la charge de l'entreprise de

prévoir tous les éléments de raccords selon prescriptions du fabricant et de la réglementation en vigueur (adhésifs adaptés, raccords par recouvrement...).

- Localisation :
 - o le bâtiment

03,2, - Bardage bois

- Bardage de façade en lames de pin maritime rétifé, rendue solidaire de la paroi à revêtir, y compris échafaudage à la charge du présent lot.
 - DESCRIPTION :
 - Complexe composé de :
 - un pare-pluie
 - fixation du bardage :
 - ossature adaptée à l'épaisseur de l'isolant et tasseaux pour le bardage avec isolant
 - isolant en panneaux semi-rigides de laine de verre d'une épaisseur 100 mm, ISOFAÇADE 32R de chez ISOVER ou équivalent ($R = 3,10 \text{ m}^2\text{K/}$ à respecter impérativement)
 - Lames de bardage en pin maritime rétifé -> pose verticale
 - Epaisseur : 21 mm
 - Classement M1
 - Pièces pour traitement des angles et de tous les points singuliers
 - Equerres de fixation
 - Visseries tête ronde, laquées (teinte au choix de l'Architecte)
 - Eléments de finitions
 - = Mise en œuvre suivant le calepinage dessiné par le Maître d'œuvre.
- Le montage du bardage s'effectuera conformément aux exigences et recommandations de mises en œuvre du fabricant
 - La fixation des lames de bardage se fera sur les murs maçonnés
 - Le pied de bardage ne devra en aucun cas se positionner à moins de 20 cm du sol fini extérieur.
 - VENTILATION :
 - = La ventilation de la lame d'air sera assurée par des entrées et sorties disposées en rive basse et en rive haute du revêtement.
 - = Les orifices de ventilation seront conçus pour obtenir une section minimum par linéaire de façade de : 100 cm pour une hauteur de 10 à 22 mm
 - Mise en place d'une grille anti-rongeurs en pied de bardage.
 - = PROFILS/HABILLAGES :
 - Les habillages des tableaux, linteaux et appuis seront en bois identique au bardage, ainsi que les têtes et pied de bardage.
 - Mise en œuvre d'un profil horizontal de jonction entre les lames de bardage zinc et bois rétifé, type Z, en aluminium laqué (teinte au choix de l'Architecte dans la gamme du fabricant), y compris accessoires de fixations et toutes sujétions d'étanchéité à l'eau et à l'air.
- o Localisation :
 - le bâtiment

03,3, - CHARPENTE -FERMES

- Bois utilisé en matière première :

Essence : Épicéa

Provenance : divers

pays

Lamelles d'épaisseur maxi 45 mm. finies,

Qualité C24 suivant Pr EN 338

Humidité 10 à 12 % (séchage en usine)

- Produit fini

Propriétés physiques et mécaniques du lamellé GL 24 suivant EN 1194

Arêtes chanfreinées

Précision des cotes nominales des sections +/- 0,5 mm.

- Colle des aboutages :

Mélamine urée formol de coloration blanche

Classification type 1 suivant EN 301 (résiste au milieu humide)

- Colle des lamelles :

Polyuréthane (joints incolores sur les cotés)
Classification type 1 suivant EN 301 (résiste au milieu humide)

- Fabrication

Aboutage conforme à la norme Pr EN 385 et vérifié en permanence en laboratoire suivant une convention de contrôle entre le Centre Technique du Bois qui garantit la conformité à la norme Pr EN 385.
Collage dans atelier climatisé avec contrôle de l'hygrométrie, de la température et de la pression de collage suivant Pr EN 386.
Qualité des bois vérifiée en permanence en laboratoire suivant une convention de contrôle entre le Centre Technique du Bois qui garantit la conformité à la norme Pr EN 386

- ASSEMBLAGES

- Assemblages directs bois sur bois

Destinés aux assemblages de petites pièces de charpente ne recevant pas d'efforts importants. Emploi en complément de boulons, broches ou pointes.

- Assemblages bois sur bois avec ferrures apparentes. Destinés aux assemblages de pièces de charpente suivant efforts transmis. Emploi pour charpente non apparente.

- Assemblages bois sur bois avec ferrures cachées

Destinés aux assemblages de pièces de charpente suivant efforts transmis. Emploi pour charpente apparente.

- Assemblages bois sur un autre matériaux

Destinés à l'appui des ouvrages de charpente sur les parois en maçonnerie avec ferrures complémentaires éventuelles. Mise en œuvre en enrobage des parties noyées des éléments en bois de feutre bitumineux afin de préserver la maçonnerie des variations dimensionnelles du bois.

- POUTRES

Elles seront constituées de profils de forte inertie destinés à recevoir les toitures selon calcul d'épure à fournir.

L'entreprise devra prévoir tous éléments (semelles, jambes de force, etc.) permettant de supprimer toutes les poussées horizontales ou biaises sur la maçonnerie.

Localisation :

- Poutres du bâtiment espacées tous les 5,00

03,4,- CHARPENTE TRADITIONNELLE

solivage :

composé de solives en sapin du pays en 65/180 avec cours d'entrétoises compris scellement et toutes sujétions

- confection d'un plancher technique en panneaux d'agglomérés rainurés de 22mm d'ép
- localisation : bureau- zone sociale – local technique

LOT N°04 – COUVERTURE EN BAC ACIER - CHASSIS DE DESENFUMAGE

04,1, -GENERALITES

Les travaux que l'entreprise du présent lot doit réaliser consistent en :

- Réalisation de la toiture en bac acier du bâtiment projeté
- Réalisation des dispositifs d'évacuation des eaux pluviales des toitures,

04 .2.- ETUDES

Avant mise en œuvre de ses ouvrages, l'entreprise devra la production au Maître d'Œuvre et au bureau de contrôle, de tous détails techniques nécessaires à la complète étanchéité des ouvrages.

04,3,- PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES

04,3,1 - RÈGLES ET NORMES

Les ouvrages dus par le titulaire du présent lot seront exécutés conformément aux règles, textes et normes en vigueur, et particulièrement :

- les Documents Techniques Unifiés (DTU) applicables aux travaux sans que cette liste soit limitative :
 - DTU, règles NV 65/67 et N 84
 - DTU 31.1 NF P 21-203 : Charpentes et escaliers en bois
 - DTU 31.3 NF P 21-205 : Charpentes en bois assemblés par connecteurs métalliques,
 - DTU 40.41 NF P 34-211 : Couverture par éléments métalliques en feuilles et longues feuilles en zinc
 - DTU 40.5 NF P 36-201 : Couverture – travaux d'évacuation des eaux pluviales,
 - DTU 60.11 NF P 406202 : Règles de calcul des installations de plomberie sanitaires et des installations d'évacuation des eaux pluviales.
- Normes françaises concernant les matériaux de couvertures
- Les instructions n° 246 et 247 relatives au désenfumage dans les établissements recevant du public.

04,3,2, - SUPPORTS

L'entreprise devra prendre en compte la nature des supports décrits au lot Charpente pour ce qui concerne les ouvrages créés au titre du présent appel d'offres.

En effet, elle devra prévoir tous ouvrages complémentaires à ceux décrits au lot précité dans la mesure où ils sont nécessaires à une parfaite et entière étanchéité et stabilité des couvertures des immeubles.

Les supports en bois massif seront conformes à la norme NF B 52.001 de mars 1987 définissant les règles d'utilisation du bois dans les constructions.

Les fixations des bois de couverture et des pattes seront effectuées à l'aide de pointes selon la norme NF E 27.951 de mai 1974 et la NF E 25.604 de mai 1984 pour les éléments de fixation.

04,3,3 - CONDITIONS PRÉALABLES DE POSE

L'entreprise fera son affaire personnelle de tous les moyens à mettre en œuvre pour assurer les prestations dues au présent lot, mise en place, montage des matériels et matériaux en fonction des besoins.

Durant le transport, la manutention et le stockage, il y a lieu de s'assurer de tous risques de chocs, griffures des éléments de couverture. En outre, ils seront stockés sous abri ventilé, désolidarisé du sol assurant une bonne aération des produits conditionnés.

04,3,4, - ÉCHAFAUDAGES - AGRÈS - PROTECTIONS - BÂCHAGES

Par le fait de remettre une offre, l'entreprise s'engage à mettre en place tous échafaudages, moyens d'accès et de manutention, protections conformes à la réglementation en vigueur, en particulier celle relative à la protection des travailleurs.

Il en va notamment de la mise en place de moyens anti-chutes (platelage, filets, etc.) sur les toitures à forte pente ou mise en œuvre sur charpente métallique.

Sur simple demande du Maître d'Œuvre, pour permettre la poursuite des travaux à l'intérieur des bâtiments, l'entrepreneur devra assurer le bâchage ou la réalisation de toiture provisoire, ainsi que des ouvrages provisoires de réception et de descente des eaux pluviales jusqu'au sol, sans supplément de prix.

04,3,5 - QUALITÉ ET ORIGINE DES MATÉRIAUX

Il ne sera fait emploi que de matériaux neufs, de premier choix dans l'espèce indiquée par les normes et DTU précités et par le présent document.

Avant toute commande de matériaux, l'entreprise devra faire accepter les échantillons correspondants aux matériaux qu'elle compte mettre en œuvre.

Ces échantillons seront laissés à disposition du Maître d'Œuvre pendant toute la durée du chantier pour permettre des contrôles de conformité avec les matériaux posés sur le chantier.

En cas de doute, le Maître d'Œuvre pourra prescrire des essais dont les frais seront à la charge de l'entreprise.

Tous matériaux non conformes aux échantillons acceptés seront refusés et déposés sans l'entreprise puisse élever une quelconque protestation.

Les solins ciment seront soigneusement lissés pour permettre au titulaire du lot concerné d'appliquer l'enduit de ravalement.

04,3,6- TRAITEMENT DE FINITION

L'ensemble des bois exposés à l'extérieur ou visibles de l'intérieur sera traité avec une lasure du type CETOL FILTER 7 de chez SIKKENS ou similaire, à haut extrait sec, finition satinée, application en deux couches.

04,3,7, - ZONE D'APPLICATION (SELON NF P 32.201)

L'immeuble à construire est situé :

- En zone 1
- À une attitude < à 200 m
- Site normal.

04,4- COUVERTURE EN BACS ACIER ISOLÉS

04,4,1,, - PARTIE COURANTE

- documents de référence :

les travaux seront réalisés dans les règles de l'art et en conformité avec les prescriptions contenues dans les DTU et en particulier

- DTU 60.11 - calcul des installations d'évacuation des E.P.
- NF 30.201 - évacuation des E.P.

- support en bac acier de type NERVOBAC 38 épaisseur 0.75mm en acier galvanisé
- élastomère
- relevés périphériques
- costières galvanisés 10/10é
- équerre de renfort en 0.25 soudés
- vis autoperceuse-taraudeuse
- plaquettes 40/40 spéciale
- raccordement E.P. en tubes POLY-V en polychlorure de vinyle
- accessoires :

- réalisés en tôle pliée prélaqué ép. 75/100ème coloris au choix du maître de

l'ouvrage

- faitière double
- sous-faitière

relevés sur costières

- accessoires de finition assurant une parfaite étanchéité

Localisation :

- Couverture à 2 versants
- pente 10%

04,4,2, - OUVRAGES PARTICULIERS

Grillage de la mousse isolante et mise en œuvre de profilé de type Closoir ATCLP1 de ARCELORMITTAL ou équivalent en extrémité des bacs de toiture.

Fixation par rivets en sous face des bacs.

Nettoyage de la sous-face du bac supérieur pour en supprimer toutes traces de mousse compris mise en peinture par l'entreprise du présent lot, au choix du Maître d'Œuvre.

Localisation :

la couverture du bâtiment

RIVES

Fourniture et pose sur les rives de profilé de type Rive pignon ATRP de ARCELORMITTAL ou équivalent.

Sur la paroi en maçonnerie sera mis en œuvre par tamponnage un tube acier galvanisé laqué pour permettre l'appui de la rive basse du profilé métallique formant ainsi goutte d'eau et arrêt de l'enduit de ravalement

04,3-CHASSIS de DESENFUMAGE :

- DE 1,40/1,40 avec un tirez lachez avec une commande manuelle

- unité:2

04.4. -RESEAUX PLUVIALES

- GOUTTIÈRES

Fourniture de gouttières en zinc prépatiné quartz de type pendantes de profil carré mouluré de 0,33 m de développement assemblage par soudage, compris talon d'extrémité, moignon pour descentes d'eau, talon de dilatation, pièces d'assemblage d'angle.

Pose sur crochets en acier galvanisé laqué de forme adaptée et de même coloris que les gouttières fixés sur les ondes des bacs de toiture.

Localisation :

- Le bâtiment

DESCENTES D'EAUX PLUVIALES

L'entreprise doit l'intégralité des ouvrages nécessaires à l'évacuation des eaux pluviales depuis les points de rejet des gouttières réalisés au titre du présent lot, jusque et y compris le raccordement sur les regards posés par le lot VRD

- Tuyaux de descente

Fourniture et pose de tuyaux de descentes en zinc naturel Ø100 minimum, épaisseur 20/10^{ème}, posés sur colliers à double boulon tamponnés vissés sur les parois en maçonnerie, façon accessoires diverses, moignons, coudes, etc...

Localisation :

- Entre moignon sous gouttières et le dauphin,

- Dauphins

Dauphin fonte peinte par le présent lot ou acier thermolaqué de 1,00 m de hauteur en pied de chaque descente d'eaux pluviales extérieure compris prestations de raccordement sur le regard collecteur..

LOT 5 - MENUISERIES EXTÉRIEURES en ALUMINIUM – SERRURERIE

A - GÉNÉRALITÉS

1 - PRÉAMBULE

L'entreprise devra prévoir dans son offre, la fourniture et pose des menuiseries extérieures en aluminium, compris tous travaux préparatoires et lors de la mise en œuvre assurant une parfaite finition et étanchéité des ouvrages.

Elle devra également la mise en œuvre de différents ouvrages de serrurerie.

2 - PLANS D'EXÉCUTION

Avant tout démarrage de fabrication, l'entreprise devra fournir les plans d'exécution de tous ses ouvrages et détails de mise en œuvre. Les schémas et croquis porteront notamment sur les jonctions avec les autres corps d'état, joints d'étanchéité, scellements et fixations, etc. Ces documents seront soumis à l'approbation de l'architecte et du bureau de contrôle.

L'entreprise devra pouvoir justifier d'un classement des ouvrages ou d'ouvrages similaires correspondants à leur exposition sur le site (classement AEV comme prévu ci-après).

Il est précisé que, s'agissant de remplacer des menuiseries de caractéristiques dimensionnelles très variées implantées dans des parois de natures différentes, l'entreprise devra effectuer un recensement complet et détaillé de chaque ouvrage concerné avec détails d'exécution correspondants (existant et à créer).

Les plans des ouvrages proposés ne pourront être acceptés et le "bon à fabriquer" communiqué à l'entreprise que dans la mesure où les plans d'exécution seront complets.

3 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES

3 - 1 - CONFORMITÉ AUX NORMES ET RÈGLEMENTS

Tous les ouvrages à réaliser dans le cadre du présent lot seront conformes aux normes et règlements en vigueur, et notamment :

Les Normes Françaises :

- EN 42 perméabilité à l'air (NF P 20502) -
- EN 77 résistance au vent (NF P 20503)
- EN 66 étanchéité à l'eau (NF P 20505)
- EN 107 essais thermiques (NF P 20506)

3 - 2 - CARACTÉRISTIQUES

Les performances requises pour l'ensemble des menuiseries à mettre en place par le présent lot sont les suivantes :

- classement fenêtres et châssis $A^*_2 - E^*_{6A} - V^*_{A2}$
- classement portes $A^*_2 - E^*_4 - V^*_{A2}$

Le classement AEV des menuiseries devra être justifié par un procès-verbal d'essais établi par laboratoire agréé.

Les menuiseries des différents locaux devront être conçues de façon à respecter les règles relatives à la thermique d'hiver et d'été et concourir à la satisfaction du confort acoustique.

- Portes vitrées :
 - o coefficient $U_w \leq 2,00$ en $W/m^2.K$
 - o coefficient $U_g \leq 1,30$ $W/m^2.K$
- Fenêtres, portes-fenêtres et baies fixes :
 - o coefficient $U_w \leq 1,50$ en $W/m^2.K$
 - o coefficient $U_g \leq 1,10$ $W/m^2.K$

3 - 3 - QUALITÉ DES MATÉRIAUX

les menuiseries en aluminium seront de teinte gris clair – ral 9006 bénéficiant d'un avis technique du CSTB les profilés auront une épaisseur de 2mm. Ils seront rigidifiés dans les grandes longueurs par des renforts intérieurs en acier galvanisé

Les joints de vitrage seront en Néoprène parfaitement ajustés.

La visserie utilisée sera exclusivement en acier inoxydable à l'exclusion d'acier zingué.

L'entrepreneur devra, préalablement à toute commande de quincaillerie, soumettre à l'approbation du maître d'œuvre et du bureau de contrôle, des échantillons de tous les éléments de quincaillerie. Ceux-ci devront bénéficier du label SNFQ et NF.

Les matériaux utilisés devront bénéficier des classements au feu correspondants à leur position d'utilisation.

3 - 4 - VITRAGE

Les vitrages utilisés seront conformes à la NF B 32-500

3- 5 – QUINCAILLERIE :

ferrage: la force, le type et le mode de fixations des différentes pièces de quincaillerie doivent toujours être adaptés à leur emploi

toutes les pièces de quincaillerie chromées en aluminium doivent être protégées par un film préalable

3,-6- DESCRIPTION :

03,6,1-SERRURERIE METALLIQUE :

03,6,1,1, - portillon

- fourniture et pose d'un portillon isolé de type « Haironville » avec serrure anti panique
- poignée de manœuvre à l'intérieur
- fermeture à clé
- paement extérieur et intérieur en acier galvanisé apprêté en Eposy avec vernis
- mousse de polyuréthane injectée sous pression de 50mm d'ép
- de 1,00/2,25ht
- - unité:1
-

03,6,1,2,porte sectionnelle :

- fourniture et pose d'une porte sectionnelle à commande électrique

- comprenant :
- - tablier en face extérieure nervurée en acier galvanisé laqué
- - face intérieure plane en acier galvanisé
- - injection d'une mousse de polyuréthane de 50mm d'ép
- - étanchéité assurée en partie haute par joints à lèvre souple et en partie basse par un profil caoutchouté double lèvre
- - joints d'étanchéité au pourtour
- - profilé de renfort des sections basses en acier galvanisé de 15/10°
- - ferrures en acier galvanisé à chaud
- - équilibrage par ressorts de torsion
- - confection de rail en partie haute avec habillages
- - dimension : 4,00/3,50ht

03,6,1,3,-baies et portes

- a)- porte d'accès au sanitaire PMR
- - en aluminium de 1,00/2,25 en panneaux pleins isolés
- b) - baies vitrées comprenant :
- - baie ouvrant à 2 vantaux
- - commande d'ouverture par poignée alu anodisée
- - vitrage isolant posé en usine avec joint préformé comprenant :
- - - une glace claire de 4mm
- - - vide d'air désydraté de 12mm
- - - une glace claire de 8mm
- - - classe AC2 = 33dB(A)
- - système de profilés sous avis technique du CSTB n°6/91-747
- - usine d'assemblage des fenêtres sous certificat de suivi marquage du CSTB n°65-47 définissant les performances de résistance (air-eau-vent)
- - label acotherm
- - dimension :
- - 1,50/1,1ht-
- - - unité 2
- c - châssis :
- - ouvrant à 1 vantail
- - dimension: 1,00/0,50ht
- - vitrage dito avec grille de défense
- - - unité: 4
- d)- châssis fixe de 1,00/1,00
- localisation : bureau
- vitrage pare flamm: 1/2ht
- unité: 1

ARTICLE III - 10 : VOLET ROULANTS

TABLIER :

- - Lames en PVC maintenues par agrafage avec ajourage réglable.
- - renfort en acier galvanisé glissé dans une lame.
- - équilibrage du poids par ressorts à boudin en acier trempé.
- - coulisse : en PVC avec joint anti-bruit.

Mécanisme :

- - manœuvre électrique par volets

Coffre :

- - coffre de type titan
- - coffre et bloquets en PVC dans la teinte des coulisses et de la lame finale.
- - coffre démontable en deux parties - visserie en inox.
- - coffre sera livré prémonté avec l'ensemble du mécanisme et du tablier.
- - coffre venant s'encastrer dans les coulisses.

Essais :

- - Le P.V. des essais effectués C.N.P.P.

- **Note Importante :** Ils seront positionnés de manière à ne pas entraver le bon fonctionnement des grilles de ventilation.

- localisation : baies du bureau : 1,50/1,10ht
- unité 2

LOT N°6-MENUISERIES INTERIEURES – CLOISONS - DOUBLAGES-

06,1,- PRÉAMBULE

Les travaux à prévoir au présent lot concernent l'exécution :

- Des menuiseries intérieures aux locaux,
- Des habillages et ouvrages divers de finition.

L'AGES

06,2,- ÉTUDES

L'entreprise doit la fourniture des documents d'études et d'exécution de ses ouvrages.

Elle devra notamment fournir au maître d'œuvre et au bureau de contrôle technique tous les procès-verbaux de classement au feu des éléments qu'elle mettra en place.

06,3,- IMPLANTATION

L'entreprise du présent lot devra s'assurer de la bonne implantation des huisseries et bâtis intégrés aux cloisons mises en place par l'entreprise du lot plâtrerie-cloisons-doublages avant toute intervention en finition (pose des vantaux, habillage, etc.).

Toutes erreurs devront immédiatement être signalées, faute de quoi l'entreprise du présent lot devra faire son affaire des modifications à apporter pour rendre les ouvrages conformes aux plans de l'architecte.

Une attention toute particulière sera apportée à l'aplomb des huisseries et bâtis et de tous ouvrages sur lesquels viendraient s'appuyer des revêtements type faïences, textiles muraux tramés, etc.

06,4- CONTENU DES PRIX

L'intervention comprendra le calfeutrement autour des huisseries et bâtis, y compris, le cas échéant, les façons de tapées sur doublage dans le cas des bâtis posés en feuillure.

Pour les travaux de menuiserie, outre l'exécution des ouvrages proprement dits et définis au présent CCTP, l'entrepreneur aura à sa charge, les travaux, les fournitures et toutes les sujétions nécessaires à une parfaite et totale finition des ouvrages, même si ceux-ci ne sont pas explicitement stipulés

Notamment, il en est ainsi pour la fourniture, la pose des calfeutremments et habillages divers, pour les rebouchages, les scellements de toutes sortes, la pose, les ajustements, mise en jeu, etc.

06,5- PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES

06,5,1- CONFORMITÉ AUX NORMES ET RÈGLEMENTS

Les ouvrages seront exécutés conformément aux prescriptions des normes et DTU en vigueur à la date d'exécution des travaux, et notamment :

- les Documents Techniques Unifiés (DTU) applicables aux travaux sans que cette liste soit limitative :
DTU, règles NV 65/67 et N 84
- DTU 34.1 NF P 25-201 : ouvrages de fermeture pour baies
- DTU 36.1 : libres, menuiserie en bois,
- DTU 37.1 NF P 24-203 : menuiseries métalliques,
- DTU 39 NF P 78-201 : miroiterie,
- DTU 58.1 NF P 68-203 : plafonds suspendus,

Les normes françaises de la classe B définissant les caractéristiques et qualité des bois

Toutes normes traitant des quincailleries et accessoires (P 26.101 à 26.426)

Normes définissant l'exécution des menuiseries en bois (P 23.301 à 23.501).

06,5,2, - QUALITÉ DES MATÉRIAUX

L'entrepreneur est tenu de fournir une justification de provenance et de qualité des bois qu'il se propose d'employer et d'en soumettre les échantillons qui lui seraient demandés. Ils seront toujours de premier choix dans l'espèce indiquée au présent CCTP.

Ils proviendront uniquement de forêts européennes gérées durablement sous contrôle d'organismes officiels.

En tout état de cause, les qualités de bois requises seront conformes à la norme NF B 53.510.

Les bois seront de droit fil, les gros nœuds vicieux et les défauts de toutes sortes exclus. Ils seront soigneusement poncés.

Tous les bois, sans exception, seront traités à l'aide de produits fongicides et insecticides. Un certificat devra être fourni lors de la remise des plans d'exécution.

Les accessoires d'ouvrages (ferrages, etc.) seront de première qualité dans les meilleures marques. En particulier, toutes les quincailleries seront estampillées SFNQ et NF SNFQ.

06,5,3 - IMPRESSIONS

Elles seront à la charge de l'entreprise du lot présent lot.

L'entreprise devra également procéder, à ses frais, à la révision générale de ses ouvrages après peinture, pour en assurer un parfait fonctionnement.

06,5,4 - ÉCHANTILLONS

Avant toute fabrication, l'entreprise devra soumettre pour ultime accord, un échantillonnage des produits à mettre en œuvre et en particulier, de ceux à caractère décoratif (quincaillerie, etc.).

La définition dans le CCTP des types de quincaillerie à mettre en place ne préjuge pas du choix définitif qui sera fait par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage après présentation d'échantillons par l'entreprise.

Dans le cas où aucun des échantillons proposés ne recueille l'accord de l'architecte, l'entrepreneur devra en présenter d'autres jusqu'à agrément définitif.

06,5,5- PERCEMENTS - RÉSERVATIONS - SCELLEMENTS

Toutes indications relatives à la préparation des réservations, scellements, feuillures, etc. seront fournies en temps voulu aux autres corps d'état.

Pour les ouvrages scellés, le présent entrepreneur assurera la mise en place de pattes à scellement, le calage et le maintien des ouvrages. Il en assurera le scellement en retrait, laissant le soin de la finition à l'entreprise concernée.

Pour les ouvrages posés en cloisonnement, il devra la fourniture du bâti ou de l'huissierie à l'avancement de la pose des cloisons et doublages.

Le titulaire du présent lot sera dans l'obligation de vérifier les aplombs et implantations précises des éléments qu'il devra fournir aux titulaires des lots précités (sens d'ouverture, etc.). Il sera responsable de toutes erreurs ou malfaçons constatées ultérieurement sur ces ouvrages.

06,5,6 - HUISSIERIES ET BÂTIS DANS CLOISONS

Pour toutes les huissieries et bâtis qui sont intégrés dans les cloisons dont l'entreprise du lot plâtrerie - cloisons sèches doit la mise en œuvre, l'entreprise du présent lot devra :

- la répartition des huissieries et bâtis dans les différents niveaux et locaux,
- l'indication du sens d'ouverture,
- la fourniture de toutes pièces accessoires nécessaires à la pose.

- 06,6-DESCRIPTION DES OUVRAGES

06,6,1 - BLOCS PORTES À ÂME PLEINE

- HUISSIERIE

En profil acier formé à froid,
feuillure de 48 x 18 avec rainure et joints isophoniques Néoprène,
Barre d'écartement démontable,
Couche d'antirouille et apprêt mis en œuvre en usine,
Empennage pour carter de serrure,
L'huissierie couvrira l'épaisseur totale des cloisons en plaques de plâtre,

.06,6,2 - PORTES

portes préformées du commerce montées sur un cadre en sapin assemblées avec renfort pour la serrure

- parement stratifié
- ferrage
- fourniture et pose de serrure à mortaise à bec de cane

- fourniture et pose d'un ensemble RIV-BLOC métal chromé

localisation :

bloc porte à 1 vantail de 0,90/2,00

unité 6

– coupe feu:1/2h

• localisation : accès au bureau – vestiaires hommes/dames- ballon eau chaude sanitaires- zone de stockage

bloc-porte pour WC s'ouvrant à l'extérieur de 0,90/2,00 de passage avec serrure à condamnation et décondamnation

– serrure à mortaiser à bec de cane et verrou incorporé

– unité:1 wc handicapés(coupe feu 1/2h)

– unité:2- accès aux douches

de 0,90,/2,00 HT

bloc-porte ouvrant à 2 vantaux de 1,50/2,00ht

– localisation : accès au local technique

– coupe feu ½

butées de portes :

– fourniture et pose de butées de porte fixées au sol

• localisation : toutes les portes intérieures

06,7- OUVRAGES DIVERS

06,7,1 - HABILLAGES

L'entreprise devra au pourtour de tous les ouvrages en bois et des châssis, la mise en place de moulures, couvre-joints, baguettes d'angles pour une parfaite finition avant travaux de peinture

06,8,, DOUBLAGES - CLOISONS

- 0 6 , 8 , 1 , PRÉAMBULE

Les travaux inclus au présent lot concernent l'exécution :

Du doublage thermique des parois extérieures,

Des doublages simples collés sur les parois en maçonnerie,

Des cloisonnements de séparation des locaux hors ceux prévus au lot Gros-Œuvre,

Des plafonds en dalles sur ossature,

De l'isolation thermique sur les plafonds.

-06,8,2, ÉTUDES

L'entreprise doit la fourniture des documents d'études et d'exécution de ses ouvrages.

Elle devra notamment fournir au Maître d'Œuvre et au bureau de contrôle technique tous les procès-verbaux de classement au feu des éléments qu'elle mettra en place.

0 6 , 8 , 3 , , IMPLANTATION

Le présent lot doit le tracé d'implantation de toutes les cloisons et parois de doublage, ceci conformément au plan coté du Maître d'Œuvre.

Toute anomalie ou cote non concordante seront signalées de suite, avant toute mise en oeuvre de cloisonnement.

Une attention particulière sera portée au parfait respect des angles droits et ceci notamment dans les locaux destinés à recevoir des appareils ou meubles sanitaires et dans les locaux recevant des revêtements de sol en carreaux ou dalles.

06,8,4 CONTENU DES PRIX

L'intervention comprendra le calfeutrement autour des huisseries et bâtis, y compris, le cas échéant, les façons de tableaux sur doublage dans le cas des bâtis posés en feuillure.

De même, sont à prévoir les finitions et calfeuttements au pourtour des traversées de conduits et canalisations, notamment en pénétration dans les diverses gaines techniques dans le cas où ces éléments seraient posés avant l'intervention de l'entreprise titulaire du présent lot.

06,9- PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES

06,9,1 CONFORMITÉ AUX NORMES ET RÈGLEMENTS

Les travaux devront être exécutés conformément aux textes réglementaires en vigueur, et notamment :
les Documents Techniques Unifiés (DTU) applicables aux travaux sans que cette liste soit limitative :

DTU 25.1	NF P 71-201	: enduits intérieurs en plâtre,
DTU 25.222	NF P 72-201	: Plafonds fixes (plaques de plâtre à parement lisse),
DTU 25.232	NF P 68-201	: Plafonds suspendus (plaques de plâtre à parement lisse),
DTU 25.31	NF P 72-202	: exécution des cloisons en carreaux de plâtre,
DTU 25.41	NF P 72-203	: ouvrages de plaques de parement en plâtre,
DTU 25.42	NF P 72-204	: complexe de doublage,
DTU 25.51	NF P 73-201	: mise en œuvre de plafonds en staff,
DTU 58.1	NF P 68-203	: plafonds suspendus,

aux règles Th K, Th G, etc.

les prescriptions techniques du REEF

les fiches techniques de mise en œuvre des matériaux employés.

Outre les textes énumérés ci-dessus, il sera fait application de tout texte, règlement, DTU pouvant entrer en vigueur jusqu'à la date de l'appel d'offres.

-06,9,2 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX DOUBLAGES

- Percements - calfeutrements

Pour tous les passages de gaines, canalisations, fourreaux, etc. qui seront effectués après la mise en œuvre des doublages et cloisons, le percement préalable avec soin, le fourreautage éventuel pour dilatation et le calfeutrement après pose sont à la charge des entreprises intéressées.

Elles utiliseront pour ce faire, des produits adaptés aux supports et aux exigences thermiques et acoustiques.

L'entreprise du présent lot devra assurer le jointoiement parfait au sol et au plafond, ainsi qu'au pourtour des menuiseries pour assurer une parfaite isolation thermique et acoustique.

Dans le cas contraire, il pourra être demandé à l'entreprise de procéder à un complément d'isolement par injection ou autre.

- Supports

L'entrepreneur devra fournir en temps utile aux entreprises de gros œuvre, menuiseries, etc. tous renseignements relatifs aux états de surface des différentes parois qui lui sont nécessaires, les réservations de feuillure, nus, aplombs, etc.

En cours d'exécution, les états de surface des maçonneries et béton seront réceptionnés par l'entrepreneur responsable du présent lot, ceci au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

- Isolement acoustique

Selon prescriptions réglementaires, les cloisons devront apporter un affaiblissement acoustique conforme à la réglementation en vigueur.

- Agrès

L'entrepreneur devra tous échafaudages nécessaires à l'exécution de ses travaux, y compris les moyens d'accès et les diverses manutentions nécessaires à l'approche des matériaux.

- Protections - nettoyages

En cours de travaux, sur simple demande du maître d'œuvre, l'entreprise devra effectuer le nettoyage du chantier niveau par niveau.

En fin de travail tous les décombres et résidus de chantier seront enlevés par ses soins jusqu'au lieu de dépôt défini par le lot gros œuvre (voir ci-avant organisation du chantier).

Tous les murs, sols, menuiseries, et d'une façon générale, les locaux plâtrés, seront parfaitement nettoyés et débarrassés de tous décombres. Les sols seront brossés énergiquement.

Ces nettoyages seront exécutés dès la terminaison des travaux du présent lot, voire au fur et à mesure de l'avancement des ouvrages du présent lot, selon nécessité du planning.

L'entrepreneur prendra soin particulièrement des menuiseries, s'interdira l'ouverture des baies dans les façades. Il sera tenu pour responsable des dégradations qui pourraient être ainsi provoquées.

L'entreprise devra également veiller à ne pas dégrader les parements de maçonnerie en pierre apparente et ceux des cloisons et maçonneries conservées dans le cadre de la présente opération.

-06,9,3 CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DES OUVRAGES

-DOUBLAGE DES MURS INTERIEURS :

selon les prescriptions du fabricant mise en œuvre d'un complexe d'isolation thermique de type placolaine y compris toutes sujétions de traitement des joints d'incorporation et renforcements éventuels le complexe comprendra ;

- une plaque de plaque cartonnée de 10mm d'ép avec un pare vapeur en aluminium de 12u et d'une laine de verre de 130 mm d'épaisseur
 - collage par plots sur la maçonnerie
 - semelle résiliante en PVC
 - parement à haute densité de dureté
 - exigence ; isolant < 3,7 m²/kw
 - habillages en tableaux et voussures au droit des menuiseries extérieures
- localisation : murs périmétris du bureau-vestiaires – wc pmr
- les parements seront hydrofugés dans les sanitaires - vestiaires

06,9,4 - CLOISONS

- Planitudes des cloisons

Planitude locale

Une règle de 0,20 m appliquée sur le parement de la cloison au droit des joints ne doit faire apparaître entre le point le plus saillant et le point le plus en retrait, ni écart supérieur à 0,5 mm, ni manque, ni changement de plan brutal entre les éléments de cloison.

Planitude générale

Une règle de 2 m appliquée sur le parement de la cloison et promenée en tout sens ne doit pas faire apparaître entre le point le plus saillant et le point le plus en retrait, un écart supérieur à 5 mm.

- Résistance à l'humidité

Les cloisons devront être insensibles à l'humidité et aux agents chimiques d'entretien dans la partie basse des locaux sanitaires et d'une façon générale, dans tous les locaux humides ou à usage collectif. Les cloisons ne devront présenter aucun vieillissement et aucune déformation sensible pour une variation de degré hygrométrique de 25 % HR à 75 % HR à 25° C.- Étanchéité

Les cloisons mises en œuvre devront permettre l'isolement des volumes des locaux.

- Fixation d'éléments muraux

Les cloisons devront permettre la fixation et suspension d'éléments mobiliers muraux et des appareillages sanitaires.

Tous renforts seront prévus par le présent lot dans le cas où ceux-ci seraient nécessaires.

Protection des personnes contre les accidents

Dans les dégagements, couloirs, escaliers et d'une façon générale, dans les zones de passage de tous les locaux, on évitera les parties en saillie sur l'alignement des parois et dans tous, on amortira les arêtes vives par un arrondi d'un rayon minimum de 2 cm.

- Cloisons

L'entreprise devra la réalisation des cloisons toute hauteur ,

Pose des huisseries

L'entreprise devra assurer la pose des huisseries de portes et de placards et gaines techniques qui doivent être intégrées dans les cloisons prévues au présent lot.

L'entreprise de menuiserie devra la répartition des huisseries dans les locaux, le repérage du sens de pose pour l'entreprise du présent lot et la remise à l'entreprise du présent lot de tous les accessoires de pose.

L'entreprise du présent lot devra particulièrement veiller à la bonne implantation des huisseries et bâtis dans les angles des locaux concernés pour permettre l'ouverture à plus de 90° des vantaux des portes

les cloisons séparatives dans la zone social seront hydrofugés

localisation : séparation des vestiaires/douches/wc PMR

Cloisons séparatives avec l'entrepôt

mise en place de blocs de siporex de 0,15ép afin d'assurer la protection incendie – coupe feu 1/2h

06,10 – ISOLATION THERMIQUE :

Mise en place de deux couches de laines de verres de 0.22 ép. Compris pare vapeur sur le solivage

- localisation : - le local technique -vestiaire-dégagement
- localisation : au dessus du faux plafond de la classe – hall- sanitaires

06,11,- PLAFONDS

Fixations

Toutes les fixations se feront sous plancher métallique et toiture créé à l'occasion de la présente opération à l'aide de tiges filetées et d'étriers spéciaux.

Les ossatures de faux plafond seront composées de profils primaires rigides de forte inertie qui serviront à la suspension du support.

Des profils secondaires compléteront ces éléments pour respecter les règles de pose des ouvrages.

Ils seront pourvus de toutes pièces de montage nécessaires à la rigidité de l'ensemble et de clips pour éviter le soulèvement des plaques, ceci afin de garantir le degré de stabilité au feu dont bénéficie les produits.

L'entrepreneur devra tenir compte de l'implantation des gaines de ventilation et de réseaux divers (électricité, chauffage, plomberie) dans le plénum de faux plafon

- Échantillons

Avant toute commande de marchandise, l'entrepreneur devra fournir et faire accepter par le maître d'œuvre, des échantillons des produits à mettre en œuvre.

Il est précisé que le choix des coloris n'est pas encore arrêté lors de la mise en appel d'offres.

Le prix remis par l'entreprise est censé tenir compte des éventuels écarts de coût entre les différentes teintes ou état de finition dans la gamme des produits définis par le présent CCTP. Il ne pourra donc prétendre à aucun supplément à ce sujet.

- Sécurité incendie

Pour répondre aux exigences de la réglementation en vigueur, les plafonds suspendus seront **en matériaux incombustibles et stables au feu ½ heure minimum.**

- Mise en œuvre

Pose sur ossature non apparente de 24mm fixées sur tige filetées réglables

les panneaux seront maintenus par des cavaliers

fixation le long des parois par cornières de rive en métal laqué

film afin d'assurer l'étanchéité

réserve en coordination avec les lots électricité – chauffage-plomberie

- panneaux en fibres minérales, revêtus en usine (CHORUS de chez ECOPHON bord A ou similaire) + **1 couche isolation acoustique soniroll** de chez isover ou similaire.

décors et calpinage selon le maître d'oeuvre de type 600/600

DE TYPE 600/600 – ECO

Localisation : bureauX

de type 600/600 – ECOPHON HYGIENE ou similaire pour

pour les sanitaires – vestiaires

Plafond en panneaux de placoplatre de 13mm dép, fixes sur rails

localisation : zone de stockage- local technique – ballon ECS

LOT N°7 – PLOMBERIE - SANITAIRE

07.1. documents de référence :

les ouvrages devront répondre aux prescriptions des normes françaises et des documents techniques unifiés en outre :

- D.T.U .60. - 60.1 - 60.31 -32. 33.41
- le fascicule 70 du CCTG de juillet 1980 avec ses mises à jour
- les normes de robinetterie NF ND 18.201
- les normes françaises P41.101 - P41.102 - P40.201
- le règlement sanitaire départemental et les instructions du conseil supérieur de l'hygiène
- la norme C 15.100

07,2. - liaison avec les autres corps d'état :

du fait de sa qualification , il appartient à l'entreprise de prévoir le détail des sujétions et ouvrages nécessaires à la réalisation parfaite de son marché.

07,3. - études des ouvrages :

l'entrepreneur fournira en temps utiles les plans , notes de calculs et détails d'exécution de ses ouvrages à la maîtrise d'oeuvre.

A cet égard, il est bien précisé que les diamètres des tubes et canalisations pour le raccordement et évacuation des appareils sanitaires ne sont donnés qu'à titre indicatif. Ils devront être calculés dans chaque cas particulier par l'entreprise pour assurer les débits et respecter les niveaux de bruits réglementaires (vitesse de l'eau inférieure à 1m/s) dans les canalisations et colonnes

07,4 - désinfection de l'installation :

l'entreprise devra assurer la désinfection de l'installation avant sa mise en service

07,5 -description des ouvrages

07,5,1,. - limite de mise en oeuvre des évacuations E.U./E.V. :

l'ensemble des évacuations en parcours vertical ou horizontal jusqu'au regard existant EU

07,5,2,. - chutes et canalisations en P.V.C. :

chutes E.U.

en P.V.C. de diamètre 100

l'entrepreneur devra prévoir les prolongements jusqu'en couverture pour assurer une parfaite ventilation des locaux sanitaires et de la cuisine

vidange des appareils sanitaires en P.V.C. :

les canalisations de vidange des appareils sanitaires décrits ci-après seront en tube plastique d'un diamètre conforme aux normes en vigueur avec toutes les pièces nécessaires à leur mise en oeuvre.

elles partiront des siphons des appareils et seront raccordées aux chutes

Partout où il sera utile et au minimum au bout de chaque collecteur , il sera installé un bouchon de dégorgement.

prévisions :

les diamètres minima des évacuations suivant la norme en vigueur

siphon de sol en P.V.C. :

fourniture et pose de siphon de sols en P.V.C. rigide comprenant :

- corps à sceller avec platine supérieure carrée et sortie verticale
- grille amovible renforcée solidaire de la cloche

prévisions :

- les douches

07,5,3,- alimentation et distribution EAU FROIDE :

limite de prestations :

les prestations partiront de l'alimentation eau froide depuis la gaine technique situé dans la classe attenante.

qualité de l'eau distribuée :

- vitesse de l'eau sera limitée à 0.8m/s

Les parties des tuyauteries encastrées, il est dû une protection pour un ruban anti-corrosif.

les diamètres minimum :

- lavabo : 10/12

- WC : 10/12

- revêtement anti-condensation :

par système ARMAFLEX y compris toutes sujétions de raccordement

à prévoir sur toutes les colonnes montantes eau froide passant dans les salles de bains

07,5,4.alimentation production eau chaude :

depuis la production E.S.C située dans la penderie, distribution générale et raccordement sur les appareils sanitaires .

les tuyauteries seront réalisées en tube cuivre qualité écroui compris coudes, collets battus, cintrages à chaud et fixation par colliers avec rosaces d'écartement

: La distribution particulière eau chaude aux appareils sera réalisée dans les mêmes conditions que pour l'eau froide . Tous les appareils sont à raccorder suivant désignation :

- lavabos- WC- douches

07,5,5. - APPAREILS SANITAIRES :

. - qualité des fournitures :

Tous les appareils seront de bon choix, de couleur définie ci-après

Ils devront avoir :

- la marque NF - appareils sanitaires assortie d'un suivi-marquage conformément aux exigences de l'A.F.N.O.R.

- les garanties proposées par les fabricants au minimum deux ans. En ce qui concerne les mécanismes de chasse et robinets à flotteur les garanties seront de 10 ans.

07,5,6., - protection des appareils :

Tous les appareils devront être efficacement protégés pendant les travaux par tous moyens appropriés laissés au choix de l'entrepreneur.

Tout appareil endommagé , même minime, sera remplacé aux frais de l'entreprise sur simple demande du maître de l'ouvrage. L'Entrepreneur aurait alors à sa charge toutes les incidences de travaux des autres corps d'état.

07,5,7. - joints d'étanchéité :

l'entreprise devra tous les joints d'étanchéité , silicones blancs aux jonctions entre les appareils et murs revêtus de faïence.

07,5,8. - acoustique de la plomberie :

appareils sanitaires :

mise en place de platine TALMISOL sous les pieds des baignoires et d'un joint

SEURALITHE au pourtour des baignoires pour les désolidariser de la maçonnerie. mise en place de TALMISOL sur attaches des lavabos.

vitesse de l'eau limitée à 0.8m/s

WC HANDICAPES :

- cuvette surélevée avec réservoir attenant complet et robinet d'arrêt

- hauteur du cuvette : +0.45

- équipée de barre d'appui

- accessibilité fonctionnelle du lavabos :

- hauteur bord inférieur : 0.70

- hauteur bord supérieur : 0.80

unité:1

LAVABO

d'un meuble bas

d'un glace

d'un bandeau d'éclairage avec PC de classe II

- mitigeur de marque « HANSA »

- bondes à clapet avec siphon P.V.C. grand culot.

Unité:2

bacs à douche :

- douche à l'italienne

- ensemble de vidage automatique

- flexible de douche

- pompe de douche

- de 0,90/0,90

- unité :2

07,5,9- robinetterie:

la robinetterie sera de classe I et aura la marque N.F.

les indices E et U seront les suivants :

- éviers : E3 A2 U3

- lavabo : E2 A2 U 3

- douche : E4 A1 U 3

07,6 - ACCESSOIRES :

distributeur de papier hygiénique chromé de marque PELLET ou similaire

- localisation : le WC

- unité : 1

barres d'appui :

répondant aux normes « handicapés »

rabattable de marque NORMBAU ou similaire

poignée de sécurité de marque dito

localisation : WC handicapés

miroirs:

en glace claire

vitrage bisauté

fixation par vis chromées

au dessus de chaque lavabo

dimension : 60/60

07,7- PRODUCTION EAU CHAUDE SANITAIRE :

Fourniture et pose d'un ballon d'eau chaude sanitaire par ballon de capacité de 150litres avec jaquette calorifugée comprenant :

- respect de la RT 2012/2020

- alimentation en eau

- raccordement des tuyauteries

- clapet et sécurité

- raccordement du trop plein sur vidange PVC

- localisation : dans le local technique

-

LOT N°08- ELECTRICITE - VMC - ALARME

08.1. - documents de référence :

l'entrepreneur devra répondre aux normes et réglementation suivantes :

- NF C 14.100 à NF C 15.710 - installations électriques

- NF C 32.102 à NF C 32.211 - conducteurs nus et isolés.

- NF C 61.110 à NF C 68.100 - appareillage - matériel d'installation

- NF C 73.220 à NF C 73.222 - matériel utilisant l'énergie électrique

- NF C 15.000 - installations électriques à basse tension

- NFN C 90.120 - volume de protection homologué par l'arrêté du 29.07.1977

- décret n°73.525 du 12.06.1973 modifiant le décret n°69.596 du 14.06.1969(téléphone)

- arrêté du 14.06.1969 (téléphone)

- arrêté du 220.06.1973 (téléphone)

- décret n°73.526 du 12.06.1973

- nouvelles normes "qualitel" devront être appliquées.

en outre les modalités d'exécution des ouvrages seront exécutées conformément aux textes suivants

- DTU 70.2 - installations électriques des bâtiments à usage collectif

- norme NF C 15100 entrant en application le 5.04.1991

- les règles administratifs

08.2. - TELEPHONE :

8..2.1. - rappel de la réglementation :

- décret n°73.525 du 12 juin 1973 modifiant le décret 69596 du 14 juin 1969

- arrêté du 14 juin 1969

- décret n°73.526 du 12 juin 1973

08.2.2. - généralités :

l'entrepreneur se conformera pour l'exécution des travaux lui incombant , aux prescriptions de la brochure réalisée par la Direction Générale des Télécommunications et intitulée " équipement Téléphonique des Immeubles "

Le réseau téléphone sera redistribué suivant les installations existantes

0.2.3. - description :

le réseau intérieur comprendra :

- coffret de sous-répartition situé dans le local technique
- réglettes de distribution
- câbles multipaires , de série PTT n°278 passant sous fourreaux, fixés par colliers métalliques inoxydables ou en plastiques dans les gaines verticales.

branchement :

- équipement avec câble à 4 paires
- câble de branchement à 4 paires de 0.6mm de la série 278/46 . La paire 1 raccordée à la réglette de distribution et au conjoncteur ,

08.3. - INSTALLATIONS ELECTRIQUES :

8.3.1. - comptage :

l'entrepreneur devra se raccorder sur les installations existantes situées dans la classe attenante

08.3.2. - circuit de terre :

- mise en oeuvre d'un circuit de mise à la terre comprenant :
 - piquet de terre de résistance inférieure à 38 Ohms (pour une différence de 500 Ma) enfoncé au-dessus du niveau permanent d'humidité à une profondeur minimale de 2.00m
 - barrette générale de sectionnement dans un regard de visite
 - canalisation de terre sera ramenée à chaque tableau avec barrette de sectionnement.

prévision : le circuit de terre du bâtiment après vérification et remise en conformité de l'installation existante .

08.3.3. - comptage - services généraux :

DISJONCTEUR GENERAL :

comprenant :

- les disjoncteurs différentiels de chaque réseau de l'installation
- éclairage - prises de courant-chauffage rayonnant - éclairage de sécurité - production eau chaude)

- les disjoncteurs divisionnaires de protection de chaque circuit de distributions
- Fourniture et pose d'un délesteur pour le chauffage
- les liaisons , raccords , jonctions et autres appareillages suivant la nécessité de l'installation .

- les voyants « armoire sous tension » installation sous tension
- les attentes pour l'installation des prises de courant et allumage des différents circuit à partir du tableau

- un télerupteur unipolaire 16A
- une horloge journalière - hebdomadaire à réserve de marche
- les réservations pour les protections « chauffage »
- ensemble de bornier , goulotte et câbles

Chaque fil devra être repéré à chaque extrémité . Tous les départ vers les installations devront être sur les blocs de jonction portant le repère du fil correspondant et indiqués sur un plan de montage laissé sous pochette plastique dans l'armoire. Chaque appareils de commande , de protection et de visualisation sera repéré par étiquette plastique gravée (étiquetage de type DYMO INTERDIT) La porte sera reliée au bornier de terre par une tresse métallique prévoir les fourreaux de protections et alimentation du projet

Prévoir dès le démarrage du chantier une armoire provisoire de chantier

- comptage TRI400W+N pour les besoins du chantier
- la mise en place de l'armoire et de coffrets

conformément au décret du 14.11.1998 et aux recommandations de l'O.B.P.P.B.T.P assurer le contrôle par un bureau de contrôle SO.CO.TEC

08.4. - LUMINAIRES

- document de référence :

fiches CEE BAT -EQ 127

fiches BAT EQ 131

fiches BAT EQ132

- choix de l'éclairage de type MAZDA , PHILIPS ou similaire de type encastrée

- niveau d'éclairage :

Les principes d'implantation des appareils d'éclairage et leur dimension permettront d'obtenir un éclairage moyen, bien réparti après l'application du facteur de dépréciation dû au vieillissement des sources.

L'éclairage de 300 lux minimum à 0.80 du sol après 500 heures sera assuré par des appareils judicieusement répartis pour obtenir en tous points l'éclairage exigé.

La proposition indiquera obligatoirement le nombre d'appareils prévus. Le quantitatif indiqué ci-après n'est donné qu'à titre indicatif. L'entrepreneur devra impérativement la vérification des données.

- luminaires :

luminaires fluorescents carrés - module de 600/600 encastré avec grille acier prélaqué blanche

-vestiaires- bureaux

en fluo 2x36W étanche : Type Park Choc – 850°

WC

- hublot étanche en simple allumage – unité 1

- applique de classe II au dessus du lavabo

unité : 2

08,5 – ENTREPOT :

08,5,1,- LUMINAIRES

-armature industriel de 400w

- réglettes étanches de 2x58w avec fixation sur fermes

- interrupteurs en va et vient

- bouton poussoir

- distribution en cables U1000R

- unité : 8

08,5,2,-COFFRET :

- coffret de prises comprenant

- 1disjoncteur 4*32A- différentiel 30mA

- 1disjoncteur 2*16A+T

- 1pc3P+N+T+32A à broche industriel

- 1PC:1P+N+T 16A à broche industriel

- 1PC+1P+N+T 16A à broche domestique

- unité:1

08,6, - EXTERIEUR :

Il sera prévu une commande au tableau de l'ensemble de l'éclairage extérieur par cellule photo y compris horloge et commutateur (auto-arrêt-manuel)

localisation :

en facade « entrée » : unité 1

08.7. -APPAREILLAGE :

- coloris blanc

de type mosaïc blanc pour les locaux

en plinthe électrique

descriptif/quantitatif par pièce :

- bureau

3PC+ 2x10/16A+T

1 pc téléphone

1 pc informatique RJ45

- vestiaires :

2PC+ 2x10/16A+T

unité:2

- local technique :

1PC 32A+T

2PC 10x16A+T

- production eau chaude :

alimentation du ballon ECS

08,8. - éclairage de sécurité :

l'ensemble du réseau d'éclairage de sécurité devra répondre à la réglementation en vigueur d'une part et d'autre part aux objectifs suivants :

- éclairer les circulations

- permettre une reconnaissance des obstacles

- signaler les issues et cheminements pour procéder à l'évacuation des locaux

- permettre l'intervention du personnel de sécurité

l'éclairage de sécurité sera de type C et réalisé par appareils d'éclairage
 . avec inscription "sortie" sur fond vert ou flèche suivant le cas
 ; type IP449 anti-vandale pour les locaux accessibles
 . étanche pour les locaux à environnement humides

Les blocs de balisage seront installés aux issues de secours

- unité 1 : au dessus de la porte de secours

08,7.-V.M.C.

07.7.1.- documents de référence :

les ouvrages seront exécutés sur les bases du décret 84.1094 du 7/12/84

article R 235-9 suivant l'arrêté du 24 MARS 1982

D.T. 68.2 - exécution des installations de ventilation mécanique

arrêté du 10.2.1972 et la circulaire n°72.110 du 29.06.1972 " label confort acoustique "

arrêté du 14.06.1969 modifié par l'arrêté du 22.12.1975 : isolation acoustique dans

les bâtiments d'habitation

aux cahiers des charges du CSTB n°1071

aux règlements de la sécurité incendie

- arrêté du 4.06.1973 : classification des matériaux et éléments de construction par catégories selon leur comportement au feu
- arrêté du 5.01.1959

08.7.2. - qualité des matériaux :

tous les matériaux mis en oeuvre , seront de première qualité et devront posséder la norme NF se rapportant à la spécialité.

08.7.3. - étude technique :

préalablement à toute exécution , l'installateur devra soumettre à la maîtrise d'oeuvre tous les plans d'exécution . En tout état de cause , il devra donner les détails de raccordement de toiture et pose des appareils. Sur les plans devront apparaître : les réservations, les diamètres des conduits , les positions des bouches d'entrée et sortie d'air

08,7.4. - base de calculs :

- débit d'air minimum à prendre en compte :
 - sanitaires 30+15m³/h

08.7.5- principe – VENTILATION DOUBLE FLUX

commandée par sonde qualité d'air:

fourniture et pose d'un groupe comprenant :

- groupe moto-ventilateur comprenant caisson de **ventilation insonorisé**
- moteur et pièces de raccordement placé dans les combles au-dessus des sanitaires

publiques

- gaines en tôle galvanisée , agrafée
- bouches d'extraction en laquées blanc 600 x 600 situées dans la salle
- arrivées d'air frais sera situé dans le caisson situé de part et d'autre de la salle , l'amené de l'air se fera par traversé du plafond situé dans les pièces contiguës

- gaines :

seront en acier galvanisé circulaire . Chaque dérivation sera équipée d'un volet de réglage permettant l'équilibrage du circuit. Les gaines de raccordement aux caissons seront impérativement en ALFLEX galva.

les liaisons électriques font partie du présent lot.

- caisson :

sera constitué d'une enveloppe en tôle galvanisée avec **isolation phonique** . le ventilateur sera à turbine à transmission par courroies (marque aldès ou similaire)

Chaque ventilateur aura un thermostat de sécurité "incendie"

- condensats :

les caissons de ventilation seront raccordés en tube PVC jusqu'aux pluviales les plus proches pour évacuation des condensats. les pentes ne devront pas être inférieures à 2cm

- calorifuge :

les gaines de soufflage et d'extraction seront isolées **phoniquement et thermiquement** dans le plénum situé entre le plafond et le faux-plafond

- électricité :

les commandes seront placées dans la salle avec commande individuelle et une coupure sera prévue à proximité de chaque caisson d'extraction . Chaque commande sera contrôlée par un voyant vert pour marche et rouge pour défaut

08.8. - SECURITE :

la sécurité incendie sera assurée par une alarme de type III conformément à l'article L 16 de l'arrêté modifié du 12 Septembre 1984 placée dans L'entrepôt

09- CHAUFFAGE ELECTRIQUE :

SELON la réglementation RT2020

les calculs des coefficients de transmission de parois ainsi que le calcul des déperditions seront conduits conformément au DTU , règles TH . K et TH.G 77, pour une température de 10°C extérieure et

- de+ 20°C dans le bureau - vestiaires

- de +22°C dans les douches

Le chauffage de type électrique direct sera assuré par des convecteurs. La ventilation comprendra la prise d'air neuf dans les chassis au moyen de grilles autoréglables et l'extraction mécanique de l'air vicié dans chaque local.

09,1 - convecteurs :

ils seront robustes et à régulation électronique de type ATLANTIC à régulation murale

(A+8)

Les habillages seront en acier renforcé , angles arrondis, diffuseur frontal . Ils seront de classe II , en nombre suffisant et judicieusement répartis pour obtenir dans la classe une température homogène.

Ils seront fixés aux murs

Les alimentations se fera à parti de l'armoire de commande existante qui comportera en outre les organes de coupure et de protection nécessaires.

La régulation sera assurée par des thermostats électroniques placés sur le convecteur et préréglés à la bonne température

LOT N°10- CARRELAGE - FAIENCE

10- CARRELAGES :

10. 1. - documents de référence :

les qualités et les caractéristiques des matériaux sont définis par la norme française : NF P 61.000 - carrelages et dallages

DTU 52.1 - cahier des charges applicables aux travaux de revêtements de sols scellés

- cahier des clauses spéciales : décembre 1974

- additif n°01 au cahier des charges

DTU 55 - cahier des charges applicables aux travaux de revêtements muraux scellés :

10,2 - mise en oeuvre :

l'entrepreneur devra se conformer aux exigences réglementaires pour

. la pose des revêtements à savoir :

- planimétrie

- alignement

- joints périphériques

- joints de fractionnement

- joint de dilatation

10,3. - description des ouvrages :

- fourniture et pose de carrelage en grès cérame fin vitrifié

carreaux de 200/200 compris plinthes

localisation le bureau- vestiaires

- fourniture et pose de carrelage en grès cérame fin vitrifié antidérapant

- suivant le choix du maître de l'ouvrage

- carreaux en 20/20
- habillage en plinthes céramique à gorge pour les pièces humides y compris angle rentrant et sortant.
- Localisation : WC PMR - douches

10,4 - FAIENCES :

- les revêtements muraux seront réalisés en carreaux de faïence y compris angle rentrant et sortant, posés sur les cloisons ou doublages à l'aide d'une colle éprouvée
- Les joints seront remplis au ciment blanc spécial ou ciment teinté suivant les nuances des carreaux.
- Les carreaux de faïence seront en 150/150 - teintes au choix du maître de l'ouvrage
- **localisation : wcpmr - douches**
- toute hauteur

LOT N°11 - PEINTURE -

11,1- documents de référence :

les listes ci-après ne sont pas exhaustives , mais elles comportent les principaux textes et documents relatifs

- D.T.U. 59.1. - travaux de peinture
- D.T.U. 59 - papiers de tenture
- les normes françaises : N.F.T. 30.000 à 33.000

11,2- description des ouvrages :

11,2,1,- nettoyage :

- le nettoyage des sols , des sanitaires et miroiterie en fin de travaux permettant directement la mise à disposition des locaux sera dû au présent lot.

11,2,2,- garantie :

Une garantie de 5 ans sera demandée pour la bonne tenue des peintures employées .L'entrepreneur aura obligation de refaire à ses frais toutes les parties qui pourraient s'altérer ou s'oxyder.

11,2,3,- travail sur éléments de type " placoplâtre " :

Le travail sur les éléments de type " placoplâtre " est assimilé dans la description ci-après au travail de plâtre.

Toutefois, il aura à sa charge les préparations appropriées et les révisions normalement dûes avec ce genre de matériaux notamment la révision des bandes de joints et les impressions avant tous travaux de tenture.

11,2,4,- peinture glycérophthalique sur boiseries intérieures - finition laque :

sur toutes les boiseries il devra :

- préparation :

- brossage
- impression 1 couche REXAPRET
- ponçage
- enduit repassé REXENDUIT
- ponçage à l'abrasif

- finition :

- peinture émail glycérophthalique CELLUC
- peinture laque glycérophthalique CELLUC - SATIN

prévisions :

- toutes les menuiseries intérieures bois – habillages

2 - peinture glycérophthalique - finition satinée :

- préparation :

- brossage
- impression 1 couche
- ponçage soigné
- rebouchage
- 1 couche d'impression
- ponçage

- finition :

- peinture laque 2 couches

- prévisions :

- les bois de charpente

11.2.5- revêtements muraux

comprenant :

- . enduit garnissant y compris ponçage
 - . toutes sujétions pour toutes coupes d'arasement parfaitement soignées
 - . toile de verre finition fine
 - . peinture glycérophtallique – finition laquée 2 couches
 - . choix du maître de l'ouvrage
- localisation : bureau- vestiaires -

11.2.6 - peinture sur ouvrages métalliques :

comprenant :

- brossage des ouvrages
 - couche d'impression au minium de plomb
 - peinture laque 2 couches
- prévisions:
- dauphins et colliers à l'extérieur
 - tuyauteries apparentes

11.3.. - NETTOYAGE :

l'entrepreneur devra le nettoyage général et soigné du chantier

carrelage – faïence-

le nettoyage comportera :

- un balayage soigné
- un lavage

Il est rappelé que le lavage à l'esprit de sel(eau additionnée d'acide chlorhydrique est formellement interdit) et ce afin d'éviter les remontées des vapeurs d'acide pouvant attaquer les parties métalliques , les peintures et les doublages

vitres et glaces :

comprenant le grattage, lavage , nettoyage et lustrage aux deux faces des vitres

appareillages :

- les quincaillerie , serrures, loqueteaux, verrou, boutons de portes
- les appareillages électriques (luminaires, interrupteurs, prises de courant etc..)
- les appareils sanitaires (lavabos, cuvettes de WC)